Laurent POTVIN (1920-)

Frère mariste

(1967)

Mini-propos sur le Rapport Parent

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Laurent POTVIN [1920-]

Mini-propos sur le Rapport Parent

Desbiens, Lac Saint-Jean : Les Éditions du Phare, 1967, 111 pp. Collection Repenser, no 4. Préface du R.F. Albert TREMBLAY, I.C., Président de la Fédération des Frères Éducateurs du Canada.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 janvier 2009 de diffuser cette monographie dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : laurentp441@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 10 février 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Laurent POTVIN

Frère mariste

Mini-propos sur le Rapport Parent

Desbiens, Lac Saint-Jean : Les Éditions du Phare, 1967, 111 pp. Collection Repenser, no 4. Préface du R.F. Albert TREMBLAY, I.C., Président de la Fédération des Frères Éducateurs du Canada.

La maquette de la page couverture est l'oeuvre de
JERÔME LEGARÉ, F.M.S.,
Artiste de Chicoutimi

AUX
ÉDUCATEURS
DU
QUÉBEC

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Préface](#) du R.F. Albert TREMBLAY, I.C., Président de la Fédération des Frères Éducateurs du Canada.

[Avant-propos](#)

[Propos liminaire](#)

[Chapitre 1.](#) Avez-vous lu le RAPPORT PARENT ?

[Chapitre 2.](#) Bibliothèques cordiales

[Chapitre 3.](#) Objectifs

[Chapitre 4.](#) Bases

[Chapitre 5.](#) État responsable

[Chapitre 6.](#) Éducation politique

[Chapitre 7.](#) Laïcisation

[Chapitre 8.](#) Explosion scolaire

[Chapitre 9.](#) Planification

[Chapitre 10.](#) Loisirs

[Chapitre 11.](#) Nouvelles élites

[Chapitre 12.](#) État-tout-court

[Chapitre 13.](#) Diversité et chaos

[Chapitre 14.](#) Placement dispendieux

[Chapitre 15.](#) Grave problème

[Chapitre 16.](#) Transport

[Chapitre 17.](#) Intégration

[Chapitre 18.](#) Coercition

[Chapitre 19.](#) Harmonie et équilibre

[Chapitre 20.](#) Démocratie

[Chapitre 21.](#) Mondialisation

[Chapitre 22.](#) Privilège ou droit ?

[Chapitre 23.](#) Expérience quotidienne

[Chapitre 24.](#) Droits égaux

[Chapitre 25.](#) Opinion publique

[Chapitre 26.](#) Éducation moderne

Chapitre 27.	Obstacle au secours ?
Chapitre 28.	Éducation permanente
Chapitre 29.	Angle propre
Chapitre 30.	Fonctionnaires
Chapitre 31.	Hors des sentiers battus
Chapitre 32.	Aménager des canaux
Chapitre 33.	Civilisation et avenir
Chapitre 34.	Crise
Chapitre 35.	Défi
Chapitre 36.	Révolution scientifique
Chapitre 37.	Révolution industrielle
Chapitre 38.	Fonction inconnue
Chapitre 39.	Niveau de vie
Chapitre 40.	Repenser
Chapitre 41.	Éducation libératrice
Chapitre 42.	Audio-visuel
Chapitre 43.	Cogestion
Chapitre 44.	Dictature démocratique
Chapitre 45.	Fraternité et compréhension
Chapitre 46.	Femme d'avenir
Chapitre 47.	Lucidité et sens pratique
Chapitre 48.	Décentralisation
Chapitre 49.	Planification
Chapitre 50.	Inutile ou nécessaire
Épilogue	

Mini-propos sur le Rapport Parent

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

- Un éducateur étudie avec vous le Rapport Parent. Il en montre, les forces et les faiblesses, et apporte ses suggestions.
 - Cette étude sympathique vous fera mieux voir les incidences de certaines recommandations et vous permettra d'en mesurer la portée.
 - Un certain esprit critique reste de mise devant une telle enquête qui se présente plutôt comme une vaste hypothèse.
 - Progresser, mot séduisant et parfois trompeur. Le progrès nous demande la fidélité à des valeurs intangibles.
 - Le Rapport Parent : un édifice somptueux, aux lignes architecturales élégantes.
- Que valent les fondations ?

Mini-propos sur le Rapport Parent

PRÉFACE

R.F. ALBERT TREMBLAY, I.C.

Président de la Fédération des Frères Éducateurs du Canada

[Retour à la table des matières](#)

Le Frère Laurent Potvin, mariste, ajoute à ses deux récents volumes AU-JOURD'HUI, L'ÉCOLE et DEMAIN, L'ÉCOLE, une série de réflexions brèves et pertinentes sur le premier tome du Rapport Parent. Il intitule finement ses commentaires : MINI-PROPOS SUR LE RAPPORT PARENT.

L'allure quelque peu badine du titre ne doit cependant pas donner le change. Le ton du livre est sérieux, les problèmes abordés nombreux et profonds. Dans une langue très sobre, l'auteur développe une pensée claire, bien charpentée, se-reine. La concision voulue l'oblige à aller droit au but, dans une forme plutôt schématique où l'on sent le professeur d'expérience.

Lui-même admet qu'on pourra qualifier ses prises de position de l'épithète : traditionnelles. C'est que le frère, Potvin, comme tous ceux qui parlent de l'éducation avec l'expérience de la profession, je refuse à admettre que la révolution ait sa place en éducation. On peut chambarder

des programmes, émettre des décrets, concentrer les étudiants dans d'inhu-mains complexes scolaires, nous rebattre les oreilles de slogans, il restera toujours que l'éducation est reçue dans un être humain, selon un procédé naturel et pro-gressif d'assimilation. Or, la nature ne procède pas par bonds, pas plus chez le maître que chez l'élève.

C'est Louis Astre, secrétaire général du Syndicat de l'enseignement technique en France, qui disait : "On ne réalisera aucune réforme démocratique de l'ensei-

gnement par la seule, vertu d'un règlement d'administration publique. Une réforme démocratique exige une réforme fondamentale de la mentalité des enseignants eux-mêmes. Ce qui demande le plus de temps, quelles que soient les structures, c'est que l'enseignant soit prêt à jouer le jeu, qu'il soit convaincu que le jeu a sa signification". (Le Figaro littéraire, 18 nov. 1964. p. 6). Ce n'est donc pas d'aller vite qui importe davantage, mais bien de couvrir toutes les étapes. On l'a parfois oublié.

Qu'on n'aille pas conclure de là que nous sommes en présence d'un partisan de l'immobilisme ou même d'une prudence outrée. C'est tout le contraire que vous trouverez au cours de votre lecture : une invitation à une évolution aussi rapide que possible, et l'affirmation sans détour que, jusqu'ici, notre évolution a été trop lente.

Même lorsqu'il parle ainsi, l'auteur évite de tomber dans l'une des manifestations les plus courantes d'infantilisme : ce besoin morbide de renier ou vilipender le passé, avant de s'attaquer à l'édification de l'avenir. Ce qui donne à l'ensemble du bouquin une allure paisible et tonifiante, sans relent d'agressivité. Tout au plus arrive-t-il à l'expression d'être légèrement plus nerveuse lorsqu'on touche aux thèmes de la laïcisation, de la dichotomie utopique de l'homme et du chrétien, ou de la solution ambiguë qu'ont donnée les Commissaires au problème de la confessionnalité.

En somme, nous nous trouvons en présence d'une étude objective et positive du Rapport Parent. C'est un éducateur de carrière qui nous livre sa pensée. Parce qu'il a vécu longtemps à l'intérieur de la profession, il est à l'abri des simplifications dont se rendent parfois coupables les pédagogues en chambre. Nous pouvons lui faire confiance. Nul doute que beaucoup de parents trouveront, dans ces pages écrites pour eux, la solution nuancée à quelques-uns au moins des nombreux problèmes qu'ils se posent en matière d'évolution scolaire.

Frère ALBERT TREMBLAY, f.i.c.

Dolbeau, le 2 mars 1967.

Mini-propos sur le Rapport Parent

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport Parent a déjà fait couler beaucoup d'encre, même si peu de gens l'ont lu en entier. Quelques grammes d'encre viennent de s'ajouter à ce flot avec la parution de ce petit ouvrage sans prétention.

Il y a du très bon dans le Rapport Parent, tout le monde, en convient. On y a repensé l'école du Québec dans le, but de la faire progresser au rythme de la civilisation du vingtième siècle dont le tempo s'accélère à nos yeux.

On y a réétudié certains aspects qui risquaient de se scléroser dans un contentement béat.

On y a parfois remis en question des valeurs qui n'auraient pas dû l'être.

On y a apporté certaines solutions en opposition avec notre manière bien latine de voir les problèmes.

Ce qui fait que bien des conclusions auxquelles parvient le Rapport Parent revêtent, à nos yeux, l'allure d'hypothèses, tout simplement. Nous jugeons bon de les examiner, de les discuter même, sans prétendre apporter en si peu de pages le luxe de nuances que les experts du Rapport ont pu avancer.

Cette étude s'offre à vous dans un esprit constructif, comme une recherche loyale, aussi éloignée du pur sentiment que de la froide raison.

Vous trouverez peut-être ces propos trop conservateurs Je préviens ce jugement possible. "On accuse volontiers les éducateurs d'être conservateurs", remarque le Cardinal Léger. Mais il nous rassure vite : "Ne craignez pas de porter allègrement l'accusation, si c'est pour garder et transmettre des valeurs de grand prix". (Card. P.-E. Léger, Allocution aux Principaux, Montréal, le 26 janvier 1966).

C'est dans cet esprit qu'avec le Rapport Parent « on repense l'enseignement en fonction des besoins nouveaux», (Vol. 1, no 83, p. 57).

Desbiens, Lac-St-Jean, avril 1967.

Mini-propos sur le Rapport Parent

PROPOS LIMINAIRE

[Retour à la table des matières](#)

"En face des conceptions opposées qui tentent d'accaparer le destin de la personne humaine - conceptions idéalistes ou matérialistes - la nécessité de présenter la vision chrétienne de la valeur de la personne, reste, aujourd'hui comme hier, d'une urgence impérieuse. Aujourd'hui comme hier, il faut reclasser les valeurs, reconstituer leurs degrés et leur hiérarchie, car il s'agit en fin de compte de l'axe autour duquel se meuvent et se construisent l'histoire et la civilisation tout entière. ¹

GIORGIO LA PIRA

¹ Giorgio La Pira, *Valeur de la personne humaine*, Paris, Mame, 1961, pp. 7-8.

Mini-propos sur le Rapport Parent

1

Avez-vous lu le Rapport Parent ?

Peut-on poser cette question indiscrète ?

[Retour à la table des matières](#)

Le célèbre Rapport suscite de nombreuses discussions et, parfois, de violentes polémiques. C'est là un critère de sa valeur intrinsèque et de l'importance des points qu'il a voulu étudier. On est pour le Rapport Parent ; on est contre ; le plus souvent, on est pour "*juxta modum*..."

Trop souvent, à celui qui est opposé à certaines indications du Rapport, on lance cette question insidieuse : "Avez-vous lu le Rapport Parent ?" Les chauds partisans du Rapport se voient poser la même question directe.. La raison : le Rapport Parent comporte une foule de nuances. Il avance un peu comme Péguy, en se répétant. Mais tout en se répétant, il ne se répète pas tout à fait ; il fait progresser sa pensée, il apporte un développement important, il présente une remarque sérieuse, il rectifie sa position antérieure, il met une pédale douce, il en vient même à se dédire, à se contredire et parfois à nous mêler.

Le meilleur exemple de ce processus par vagues, par flux et reflux, c'est la section consacrée à la confessionnalité.

Les nuances sont utiles, indéniablement. Mais à condition qu'elles soient nuances. Quand la couleur change, ne parlons pas de nuance : parlons de modification profonde, d'une autre conclusion, d'une solution différente.

Le Rapport veut-il contenter tout le monde ? Non, sans doute ; la chose est toujours impossible, avant la fable comme après. Mais il semble bien que le Rapport tente de faire une certaine unité dans la pensée, dans l'impression. Effort peut-être louable mais qui, en dernière analyse, affaiblit une partie importante de l'objectif : la solution finale.

Mais, au fait, y a-t-il, en éducation, des solutions définitives tellement nombreuses ? On peut se poser la question...

De sorte qu'avant d'accuser un interlocuteur de ne pas avoir lu le Rapport, il vaudrait mieux se demander s'il l'a lu avec les mêmes yeux que nous, en s'attachant aux mêmes éléments de solution : ce serait plus loyal.

Mini-propos sur le Rapport Parent

2

BIBLIOTHÈQUES CORDIAES

« La bibliothèque est le coeur de
l'école secondaire ».

(Vol. 3, no 1226, p. 346).

[Retour à la table des matières](#)

Cette affirmation marque un tournant historique dans notre enseignement secondaire. Du même coup doivent surgir une pédagogie du livre, de nouveaux spécialistes, des bibliothèques bien organisées.

Si le livre est intégré à l'enseignement, toutes les méthodes devront subir une profonde retouche. Chaque leçon constituera, dorénavant, un premier pas vers une documentation plus fouillée, vers des recherches personnelles, vers des compléments d'information. Ces nouvelles démarches exigeront des travaux bien différents des devoirs et des leçons du passé. Elles nécessiteront des guides plus près de l'étudiant et de nouvelles évaluations de notre enseignement.

Cette pédagogie suppose aussi de nouveaux spécialistes, à tout le moins, des nouveaux maîtres : des maîtres qui modifient leurs conceptions de l'enseignement, ce qui n'est pas si facile ! Le maître, jadis, était l'homme d'un livre : peut-être de deux : le livre de l'élève et celui du maître ! Le maître de demain sera l'homme de milliers de livres ; il devra les connaître, il devra guider vers eux ses élèves ; il

devra leur montrer à s'en servir. On parle beaucoup de nouvelle méthode de recherche. Urgence : établir cette méthode, la vendre aux maîtres, avant que cet effort de renouveau ne suscite déceptions et piétinements, faute de guides sûrs.

Un ouvrier sans outils ne peut pas grand-chose pour réparer ou pour construire. La bonne volonté et les mains nues ne suffisent pas. Il faudra, enfin, que nos bibliothèques s'enrichissent de nombreux volumes bien choisis, bien classés, de consultation facile, grâce aux moyens modernes en usage dans les grandes bibliothèques. Livres et personnel des bibliothèques sont appelés à jouer un rôle très important à l'école de demain. Les responsables de l'éducation doivent se montrer clairvoyants et munir les écoles d'un coeur en bonne santé : des bibliothèques, et confier ces coeurs aux soins d'un personnel compétent et dévoué.

Mini-propos sur le Rapport Parent

3

OBJECTIFS

"Dans les sociétés modernes, le système d'éducation poursuit une triple fin."

(Vol. 1, no 115, p. 75).

[Retour à la table des matières](#)

Et le Rapport Parent énumère ainsi ces fins : "Donner à chacun la possibilité de s'instruire ; rendre accessibles à chacun les études les mieux adaptées à ses aptitudes et à ses goûts ; préparer l'individu à la vie en société". (Vol. 1, no. 115, p. 75).

Tout à côté de ces objectifs de notre futur système d'éducation, plaçons celui que Vatican II vient de nous présenter. "Le but que poursuit la véritable éducation est de former la personne humaine dans la perspective de sa fin suprême, en même temps que du bien des sociétés ». (Déclaration conciliaire sur l'éducation chrétienne, p. 1).

Le Concile intitule ce premier paragraphe comme suit : "Droit universel à l'éducation, sa notion".

Dès le départ, nous notons une véritable divergence de vues dans les deux textes, une divergence qui nous inquiète, car elle porte sur la notion même de l'éducation.

Le Rapport précise les fins, il les limite forcément. Il veut opérer en système fermé, exclusif. Il se cantonne étroitement dans l'instruction quand il prétend donner les buts d'un système d'éducation.

La Déclaration conciliaire parle de véritable éducation, et on admet que les fins sont bien telles dans leur ampleur : former toute la personne humaine (l'instruction tout court est un moyen pour arriver à cette fin) dans la perspective de la fin suprême. Le but dépasse la vie terrestre, la société ; il veut atteindre la personne humaine. L'Église conçoit donc l'éducation dans toutes ses dimensions, car elle s'adresse à l'homme tout entier.

Le Rapport a voulu étudier l'éducation dans un pays chrétien ; il propose un système rénové à l'usage d'une province chrétienne à plus de 90%. Il manque tout simplement de réalisme en n'envisageant pas les faits tels qu'ils sont dans la réalité des choses : il limite son envergure.

Qui infusera au Rapport Parent un indispensable supplément d'âme ?

Mini-propos sur le Rapport Parent

4

BASES

« C'est la qualité de l'enseignement élémentaire qui conditionne le rendement des enseignements subséquents".

(Vol. 2, no 148, p. 87)

[Retour à la table des matières](#)

Il semble bien que le Rapport Parent soulève là une exigence qui va d'elle-même. Mais il y a tellement de choses qui vont d'elles-mêmes, et qui ne vont nulle part !

Devant ce truisme, les éducateurs du secondaire se réjouissent. Car ils se rendent compte tous les jours que bien des notions dont ils doivent parler au cours secondaire devraient être acquises au primaire. Mais néanmoins, il leur faut encore montrer le calcul exact, l'orthographe d'usage courant, des règles élémentaires d'accord grammatical, le vocabulaire de base en anglais, etc.

De sorte que de nombreuses heures se passent, au cours secondaire, à réparer des notions mal digérées au cours élémentaire. Résultats : une perte de temps énorme et fastidieuse, un piétinement énervant, des progrès lents ..

Quand les bases sont manquées, le travail de l'enseignement correctif s'avère long et ardu. De plus, les matières du secondaire s'enseignent à partir des notions primaires supposément acquises ; si tel n'est pas le cas, comment le nouveau s'intégrera-t-il à l'ancien ? Comment passer de l'inconnu à l'inconnu, ou du mal connu à l'inconnu ?

Ces remarques veulent éveiller les éducateurs de l'élémentaire aux conséquences de ce qu'on a appelé une sous-alimentation intellectuelle. Une telle sous-alimentation "réduira forcément les enseignements qui lui font suite à des perspectives étriquées".

(R. P., vol. 2, no 148, p. 87).

Qu'on le sache, tant vaut le primaire, tant vaudra le secondaire. Les C.S.R. ont tout avantage à superviser de près l'enseignement primaire afin que des carences graves ne viennent pas bloquer tout le système.

"Il n'y a rien de solide à construire sur des bases fragiles", affirmons-nous avec le Rapport Parent. (Vol., 2, no 148, p. 87).

Mini-propos sur le Rapport Parent

5

ÉTAT RESPONSABLE

« L'importance sociale et
l'ampleur d'un système d'éducation
moderne conduisent inévitable-
ment l'État à assumer des respon-
sabilités grandissantes".

(Vol. 1, no 126, p. 80).

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous réjouissons de ce que l'État se rende compte de ses responsabilités dans le domaine de l'éducation et qu'il les assume avec réalisme. Nous nous demandons cependant ce que le Rapport Parent veut insinuer dans ce passage : "On a parfois minimisé l'importance des prérogatives de l'État provincial et appliqué à ses pouvoirs une interprétation restrictive". (Rapport Parent, Vol. 1, no 126, P. 80).

Si le fait de s'opposer à un monopole d'État, en éducation, peut s'appeler "vouloir minimiser son rôle", on ne peut vraiment pas comprendre ! L'État s'est toujours montré mauvais maître d'école. La preuve historique est faite : pourquoi vouloir la refaire ici ?

Si on veut plutôt dire que l'État a été lent à se rendre compte de son véritable rôle en éducation, nous sommes tout à fait d'accord. Il s'en est trop longtemps et trop exclusivement remis à certains organismes pour le remplacer sans même leur fournir l'aide dont ils auraient eu besoin.

Nous ne nions pas ce devoir de l'État : l'éducation. La Déclaration conciliaire précise même qu'il "doit assurer le droit des enfants à une éducation scolaire adéquate, veiller à la capacité des maîtres, au niveau des études ainsi qu'à la santé des élèves". (Par. 6)

D'ailleurs, les sommes à investir en éducation et l'ampleur des problèmes, exigent que l'État se rende compte de son rôle en éducation, et, de plus, qu'il l'assume dans un climat de confiance envers les parents, les éducateurs, les Églises et les enfants, tous concernés dans cette gigantesque tâche.

Les organismes qui jadis ont suppléé l'État ne lui en veulent pas de sa prise de conscience, même tardive, et lui offrent leur franche coopération pour que les Québécois créent une école sur mesure, mais sur leur mesure à eux.

Mini-propos sur le Rapport Parent

6

ÉDUCATION POLITIQUE

"Placer l'éducation au tout premier rang des préoccupations politiques, c'est lui donner l'importance qu'elle doit avoir".

(Vol. 1, no 127, p. 81)

[Retour à la table des matières](#)

En parlant de politique en éducation, le Rapport Parent souligne que la volonté de maintenir l'éducation en dehors de la politique n'a pas réussi, chez nous, à prémunir notre système scolaire contre une telle ingérence. Dès lors, il pose la question : "Pourquoi serait-il dangereux ou inconvenant que la politique de l'éducation soit discutée devant l'électorat et l'assemblée législative ?" car "une opinion publique mieux informée tolérerait mal qu'on en fasse un enjeu électoral".

Mais, l'éducation est déjà politisée, chez nous, puisque le Ministère est créé...

Les partis politiques ont déjà fait connaître leurs programmes d'action, en éducation, lors des récentes élections. Dorénavant, les partis devront aussi rendre compte de leur mandat devant la population.

L'éducation a-t-elle été un enjeu électoral ? Comment l'opinion publique a-t-elle réagi ? Comment les électeurs ont-ils réagi ? Comment les éligibles et les élus ont-ils réagi ?

L'éducation politisée cristallise trop souvent les données sentimentales, elle fait l'objet de surenchères, elle risque de constituer un sujet de division de plus, elle risque surtout de faire piétiner des réformes urgentes et de les faire biaiser à chaque changement de gouvernement.

On peut se demander si le bien de l'enfant, que le Rapport Parent met de l'avant à tout propos, et avec raison, par ailleurs, sera mieux atteint ainsi que par un système d'éducation apolitique.

Évidemment, il n'est pas question de reculer : le Ministère existe, mais il s'agit maintenant de marcher, non de tourner en rond, ni de piétiner.

On relit d'un air un peu amusé, tout de même, cette prédiction du Rapport Parent : "Une opinion publique mieux informée tolérerait mal qu'on fasse de l'éducation un enjeu électoral". (Vol. 1, no 127, p. 81).

Mini-propos sur le Rapport Parent

7

LAÏCISATION

"On ne pourra jamais laïciser
l'école, dans un régime vraiment
démocratique, tant que la majorité
n'en aura pas décidé ainsi".

(Vol. 1, no 127, p. 81).

[Retour à la table des matières](#)

Quand on relit cette phrase, une fois que tout le Rapport Parent est publié, y compris le 5e volume sur la confessionnalité, on voit mieux que chaque mot a été pesé, et toute l'importance que cette nuance : "dans un régime VRAIMENT démocratique", peut comporter.

Aux efforts que déploie une faible minorité pour déconfessionnaliser les Commissions scolaires et les écoles, nous ne pouvons manquer de remarquer l'ampleur des moyens dont elle dispose : certains journaux intellectuels, la radio d'État, certaines revues neutres et neutralisantes, certains périodiques gauchisants, même si officiellement ils sont catholiques.

De plus, on peut se demander ce que pense la majorité et même ce qu'est la majorité. Est-ce l'ensemble de la population qui possède telle opinion et qui n'a

pas même la chance ou le souci de l'exprimer ? Est-ce plutôt l'ensemble de ceux qui osent parler ? Et même, si on fait appel à une consultation politique, combien de problèmes partagent ceux qui votent : entre toutes ces promesses et l'avenir de l'éducation selon mes convictions, mon coeur balance ! Approuver un parti politique ne veut pas nécessairement dire approuver sa politique en éducation.

L'affirmation du Rapport Parent est lancée pour calmer les âmes timorées, les gens craintifs, les peureux. Mais l'argument ne vaudra qu'en autant qu'un référendum sera organisé par l'État.

D'ailleurs, quand le Rapport parle de l'État VRAIMENT démocratique, il laisse entendre clairement ce que nous savons : la démocratie est parfois bafouée, elle subit des déviations et connaît des accrocs que certains profiteurs exploitent au bénéfice d'idéologie nébuleuse comme nous l'avons vu récemment à l'occasion de certains mémoires présentés au Conseil Supérieur de l'Éducation, mémoires qu'une poignée élabore, sans consultation, en vase clos, et jette au public comme la pensée de TOUS les membres d'un organisme, université ou institution, ou d'une prétendue majorité.

Mini-propos sur le Rapport Parent

8

EXPLOSION SCOLAIRE

« Cette explosion scolaire, bien peu de pays y étaient préparés par des plans d'ensemble sûrs et efficaces. »

(Vol. 1, no 84. p. 58).

[Retour à la table des matières](#)

Une telle explosion scolaire était prévue chez nous par nos démographes et par plusieurs administrateurs scolaires. Ces derniers sont très près des problèmes du peuple, mais quand ils demandaient des locaux de classe, en vue des besoins d'ici 4 ou 5 ans, on biffait généreusement leurs plans. Résultat : on les obligeait à bâtir des écoles pour l'année précédente... En effet, le temps d'évaluer les besoins, de faire les plans, de les soumettre pour étude, de les retoucher, et les commissaires étaient en retard d'un an ou deux.

Une explosion scolaire prévue qui nous prend au dépourvu : voilà qui présente tout de même une contradiction flagrante! Dès lors, sur place, on va au plus pressé : engagement de professeurs non qualifiés, passage des professeurs du primaire au secondaire, débutants qui commencent à enseigner en 10^e année ou en 11^e année, professeurs compétents qui laissent leurs tâches d'enseignement pour de-

venir administrateurs, aménagement d'écoles sous double horaire et même triple horaire, utilisation de locaux de fortune, etc.

En tout cela, c'est l'étudiant qui se trouve sacrifié, parfois de façon irréparable.

Le plus triste, c'est le refus que les finissants essuient aux universités et autres écoles de haut savoir, car les places y sont limitées, faute d'espace et de personnel enseignant.

La question n'est pas de distribuer, ici, les blâmes, mais de constater que les besoins de décentralisation et de planification se présentent avec une égale importance et que la personne humaine devrait passer avant dans les priorités.

L'occasion est bonne aussi de se demander si toutes les potentialités ont été exploitées, car de nombreux organismes privés auraient voulu aider à la solution de ce problème, mais pour les besoins d'une politique de regroupement scolaire et de monolithisme on ne leur a pas toujours permis d'aider comme ils l'auraient voulu la communauté où ils sont déjà intégrés depuis longtemps.

Les plans avant les étudiants !

Mini-propos sur le Rapport Parent

9

PLANIFICATION

« Il faut mettre en place des organismes chargés de prévoir et de planifier ».

(Vol. 1, no 87, p. 60).

[Retour à la table des matières](#)

Prévoir et planifier : deux mots pleins de futur, d'avenir et de progrès. Des mots séduisants. Des mots devant lesquels nous sommes tous d'accord, mais à une condition : que le futur devienne bien vite présent.

Qu'on nous dise : "Dans dix ans, il y aura tant d'étudiants au niveau universitaire", on admire cette projection. Mais l'an prochain, combien y en aura-t-il qui ne pourront pas être reçus ? Combien de places manqueront pour accueillir les étudiants prêts à accéder à l'université ? Que dans 5 ans, dans 10 ans, nous ayons besoin de x places, nous laisse assez indifférents devant les milliers de jeunes victimes de la planification trop au futur, car ces jeunes devront piétiner et se nourrir de leurs désillusions au risque de s'aigrir.

« Les adultes nous disent : "Étudiez, mais n'étudiez pas !" En effet, ils prêchent d'exploiter nos talents, de demeurer aux études, de nous préparer à des pro-

fessions de plus en plus exigeantes : tout cela est très bien. Mais quand nous nous présentons aux écoles de haut savoir, les portes nous sont fermées ».

Il faut rapprocher le futur du présent. Il faut nous demander : "Que ferons-nous en septembre prochain pour recevoir le flot de finissants de 11^e année et de 12^e année ?" Ce n'est pas l'université qui sera bâtie en 1980 qui les accueillera, mais celle que nous aurons commencée en 1967, en 1968, celle que nous aurons, au besoin, créée, qui sera accueillante, donc décentralisée.

Quand nos administrateurs scolaires se rendront-ils compte que la Province de Québec, ce n'est pas seulement Montréal et Québec ? La Province en deux villes ! La Province peut plus rationnellement se diviser en grandes régions qui devront avoir chacune une université à elles, même si les étudiants doivent, après leur licence, aller ailleurs poursuivre leur doctorat. Il y a une richesse dans les voyages, dans le perfectionnement en pays étrangers...

Mais, hâtons-nous de penser au présent au lieu de nous braquer sur le futur... Il faut "évaluer suffisamment à l'avance les besoins futurs et se préparer immédiatement à y répondre", comme le souligne le Rapport Parent. (Vol. 1, no 87, p. 60).

Mini-propos sur le Rapport Parent

10

LOISIRS

"Ce nouvel objectif : l'utilisation des loisirs. »

(Vol. 1, no 100, p. 68).

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons actuellement dans ce que certains auteurs ont appelé « la civilisation du loisir ». Les heures de labeur ont diminué, les machines travaillent fort pour nous, l'âge de la retraite baisse sans cesse : autant de facteurs qui nous laissent le temps de nous reposer et de nous occuper utilement et agréablement.

L'enseignement devra donc tenir compte de ce nouveau facteur, et, partant, des locaux scolaires et des horaires scolaires.

Nos écoles de demain serviront de 8 heures a.m. à 12 heures p.m. Elles serviront à la communauté entière car les adultes y seront les bienvenus. Des cours nouveaux y seront offerts qui compléteront la formation première et constitueront une intéressante initiation aux loisirs familiaux.

On en viendra ainsi à l'éducation permanente (Rapport Parent, vol. 1, no 100, p. 68). Les adultes bénéficieront de cours spéciaux qui leur permettront de se re-

cycler, de parfaire leurs connaissances afin d'obtenir une promotion ou un nouvel emploi.

La pédagogie de l'enseignement aux adultes est encore à élaborer pour permettre aux nouveaux professeurs d'utiliser des méthodes plus expéditives, plus efficaces, plus à la portée de cette catégorie d'étudiants pleinement intéressés à leur propre perfectionnement.

L'assainissement des loisirs des jeunes s'obtiendra du même coup, grâce encore à l'élaboration d'une pédagogie du loisir et à l'utilisation au maximum des moyens dont disposeront nos futures écoles. Sports et activités culturelles recevront une égale attention. Des talents se révéleront qui permettront aux jeunes de mieux s'orienter et de charmer leurs heures libres.

S'il faut planifier l'organisation matérielle de nos futures écoles pour satisfaire cette « civilisation du loisir », il faut surtout songer à préparer un personnel compétent et dévoué qui jouera un rôle clé au bénéfice de la santé physique et mentale de la nation de demain.

La planification des loisirs et la planification de l'enseignement doivent à tout prix s'intégrer.

Mini-propos sur le Rapport Parent

11

NOUVELLES ÉLITES

"Élite ouvrière, élite rurale, élite étudiante, élite laïque chez les catholiques, etc".

(Vol. 1, no 106, p. 71).

[Retour à la table des matières](#)

La société moderne est largement influencée par de nouvelles élites produites grâce surtout à la démocratisation de l'enseignement. Avec ce résultat que les anciennes "élites" ne sont pas les seules à penser, ni seules à parler et à effectuer les pressions voulues sur le gouvernement.

Ces nouvelles élites, par leurs leaders, forment des groupes de pression importants ; ces groupes sont bien organisés, bien renseignés, souvent bien disciplinés. Ils peuvent donc présenter à l'opinion publique et aux dirigeants des positions sérieusement étudiées et qui correspondent aux désirs clairement exprimés de masses imposantes de la société.

Faut-il regretter ce fait de civilisation démocratique moderne ? Pas le moins du monde. Le peuple a bénéficié d'une meilleure culture ; cette scolarisation plus poussée lui a permis de se rendre compte de ses besoins et de son pouvoir. Qu'il

influence les grandes décisions qui le concernent est tout à fait normal. Que désormais ces décisions ne soient pas le fait d'un petit groupe travaillant en vase clos réjouira tous ceux qui ont quelque peu le sens de la démocratie. Même si les problèmes ne parviennent à une solution qu'après de longs détours, il faut donner aux élites, par leurs organismes, le temps d'étudier les données des problèmes, de sonder les opinions des membres, d'exposer des projets de solutions. Ces groupes ne tarderont pas à se rendre compte de la complexité des questions soulevées par l'établissement d'un système rénové d'éducation et seront plus à même de mesurer toutes les implications que suppose la moindre décision.

L'émergence de nouvelles élites vient rétablir un équilibre tout à fait souhaitable et nouer entre tous les Québécois des liens fraternels qui serviront éminemment la cause de l'éducation dans notre ère de démocratisation.

Si, demain, l'accès aux études avancées est possible, ce sera grâce à l'action intelligente et tenace de ces nouvelles élites qui auront en quelque sorte arraché ce que d'aucuns appellent privilèges mais qui, pour elles, sont des droits stricts.

Nous sommes tous citoyens à part entière, dorénavant. La lutte des classes n'aura pas lieu : l'entraide générale germera.

Mini-propos sur le Rapport Parent

12

ÉTAT-TOUT-COURT

« L'État-providence a succédé à
l'État-gendarme du siècle der-
nier ».

(Vol. 1, no 107, p. 71).

[Retour à la table des matières](#)

Si on nous mettait devant un choix : un État-providence et un État-gendarme, auquel des deux iraient nos préférences ?

État-providence : celui auquel on se remet pour tout. Est-ce tellement loin de l'État omniprésent, de l'État omnipotent, de l'État-seul-possesseur, de l'État-souverain-maître ?

Rien qu'à énumérer ces termes et en songeant à leurs conséquences, on se sent gêné, diminué, "robotisé". On tend les mains et on attend !

Nous préférons un État qui nous fasse confiance et qui nous traite en personnes humaines, qui respecte notre caractère latin et français tout en assurant le bien commun de façon efficace.

Un État paternaliste nous répugne tout comme l'État qui s'en remet en tout à l'initiative privée.

En éducation, nous devons passer d'un État qui était peu prévoyant, peu progressif, et, en même temps, peu secourable envers des initiatives privées fort variables. Aller à l'extrême opposé serait peu prudent et peu réaliste.

Il nous faut trouver une solution de juste milieu afin que justice sociale et justice distributive soient assurées dans le respect des personnes humaines, en vue du bien commun.

D'ailleurs, le Rapport Parent lui-même touche du doigt la difficulté de la situation quand il mentionne qu'il faut "prévenir les abus possibles, la trop grande dépendance des individus, les excès de l'autorité". (Vol. 1, no 107, p. 71).

Entre l'État-providence et l'État-absence, il y a place pour un État-tout-court qui cherche l'équilibre entre un rôle indispensable de soutien et un rôle de confiance envers les individus et les organismes responsables.

Le rôle de coordination que le Ministère de l'Éducation veut jouer dans notre système scolaire s'inscrit dans un sain réalisme s'il sait faire appel aux compétences et aider au développement de ce qui est déjà édifié.

Mieux vaut partir de ce qu'on a, même si c'est peu, que de vouloir partir de zéro !

Mini-propos sur le Rapport Parent

13

DIVERSITÉ ET CHAOS

"Permettre la diversité en évitant le chaos".

(Vol 1, no 110, p. 72).

[Retour à la table des matières](#)

En parlant du rôle de l'État en éducation, le Rapport Parent souligne fort justement que "les pays démocratiques cherchent à éviter que l'État, s'il organise et subventionne l'enseignement, ne s'en serve pour asservir les esprits et les volontés".

L'expression même "cherchent à éviter" montre bien que l'entreprise est difficile, délicate et pas toujours garantie...

C'est que les citoyens des pays démocratiques cherchent à éviter, ce n'est pas uniquement l'asservissement des esprits et des volontés, c'est que l'État leur refuse les moyens d'exercer une action libre, efficace; c'est que leur action ne puisse s'établir selon une échelle de valeurs; c'est que la liberté de conscience que l'on veut tant défendre ne soit qu'un vain mot.

Ce que les citoyens des pays démocratiques veulent c'est que les parents puissent "réclamer le droit de donner à leurs enfants une éducation selon leurs convictions religieuses". (Vol. 1, no 110, p. 72).

Alors intervient le jugement de l'État : est-ce diversité ou chaos ?

Diversité signifie richesse, valeur, variété . . .

Chaos signifie aussi variété...

Pour éviter le chaos, on empêche la diversité : c'est tellement plus simple! Alors, on impose le moule unique : l'école à tous et pour tous...

Aux yeux des commissaires du Rapport Parent, "l'action de l'État apparaît plutôt comme un gage de liberté et une garantie de l'autonomie de la personne". (Vol. 1, no 110, p. 72).

Que vaut une telle garantie ? Qui assurera cette garantie ? Quel texte de loi la sanctionnera effectivement ?

Nous faisons confiance à l'État gardien du bien commun, mais nous aimerions qu'il nous fasse aussi confiance ...

Mini-propos sur le Rapport Parent

14

PLACEMENT DISPENDIEUX

"Les dépenses d'éducation sont un investissement économique et social".

(Vol. 1. no 109, p. 72).

[Retour à la table des matières](#)

Voilà une affirmation qui nous paraît bien nouvelle et assez difficile à justifier. Cependant, il faut nous en convaincre.

Prenons des exemples.

Supposons que l'État ait dû dépenser 20,000\$ pour la formation d'un ingénieur. Cet ingénieur qualifié, compétent, réalisera des projets qui pourront vite dépasser le 1,000,000 \$ Sa pensée aura fourni du travail à des centaines d'individus, et les usines qu'il aura mises sur pied emploieront des centaines d'hommes durant des centaines d'années.

Si cet ingénieur, par ses recherches, découvre une nouvelle technique d'exploitation d'un minerai qui vient révolutionner une industrie, pensez à toutes les sommes qui entrent alors en jeu.

De plus, une longue scolarisation élève du même coup le niveau de compétence des employés et leur assure, par le fait même, des salaires plus élevés : donc un pouvoir d'achat plus considérable, un rendement individuel meilleur et cela durant toute leur carrière.

De plus, ces sommes investies par l'État dans l'éducation sont remises en circulation par les professeurs et toutes les personnes reliées de près ou de loin, au monde de l'éducation : fournisseurs, auteurs de manuels, imprimeurs sans oublier les constructeurs que de tels chantiers supposent pendant la construction et pour leur entretien courant.

Ne l'oublions pas : l'éducation, dans un pays civilisé, est l'une des très grandes industries : son chiffre d'affaires annuel est impressionnant. Référons-nous aux récents budgets du Ministère de l'Éducation et suivons ceux qui seront présentés d'ici dix ans !

Ces sommes astronomiques sont sans contredit des investissements qui rapporteront en leur temps d'intéressants dividendes. Par ailleurs, la plus-value d'une société - il importe de le souligner fortement - a aussi des conséquences dont on peut difficilement mesurer la portée et l'importance, mais néanmoins, traduisibles aussi en dollars.

Mini-propos sur le Rapport Parent

15

GRAVE PROBLÈME

« Mais le problème le plus grave,
c'est la pénurie d'enseignants quali-
fiés ».

(Vol. 1, no 120, p. 77).

[Retour à la table des matières](#)

Vouloir repenser notre système scolaire sans étudier le problème des qualifications et de la formation du personnel enseignant serait illusoire. C'est une vieille vérité : "Tant vaut le maître, tant vaut l'école".

Il s'agit donc d'une entreprise globale qui exercera une profonde influence sur l'enseignement : revaloriser la profession d'instituteur.

D'abord, voir à ce que TOUS soient qualifiés. Qu'ils détiennent un diplôme de l'État ou un diplôme universitaire, peu importe. Mais dans les deux cas, ces diplômes doivent comporter trois matières primordiales : pédagogie, méthodologie, psychologie, sans pour autant négliger la formation philosophique et doctrinale. Ce n'est pas tout de savoir quoi enseigner, il faut de plus savoir comment enseigner et à qui on enseigne.

Revaloriser la profession enseignante exigera la repensée du statut de l'éducateur dans la société. Cette considération n'est pas uniquement monétaire : elle est bien plus d'ordre personnel et humain. Car, nous ne l'ignorons pas, une certaine insécurité plane sur le professeur qui peut être remercié chaque année. Y a-t-il un ouvrier ou un professionnel qui accepterait le risque de pouvoir recevoir annuellement son avis de congédiement ? Y a-t-il un ouvrier ou un professionnel qui se fixerait dans une ville dans de telles conditions ? Le professeur a été traité en personne mineure trop longtemps : la société se doit de le considérer comme une personne humaine investie de lourdes responsabilités et de lui faire pleinement confiance. A ce moment-là, la profession, par son code d'éthique professionnelle, saura établir des normes acceptables pour les parents, les maîtres et les commissions scolaires.

Il faudra aussi se pencher sur le problème des promotions au sein du personnel enseignant afin d'y éloigner le favoritisme comme la politique.

Un autre point touchant la sécurité de l'emploi : ne pas décertifier systématiquement les maîtres tous les dix ans par des changements d'exigences : la sécurité des diplômes n'empêchant jamais les enseignants de carrière de suivre des cours de recyclage et de se familiariser avec les nouvelles méthodes qui n'ont souvent de nouveau que le nom.

Le grave problème de la pénurie d'éducateurs compétents est la responsabilité de toute la société.

Mini-propos sur le Rapport Parent

16

TRANSPORT

"La centralisation des écoles et le transport des écoliers s'imposent".

(Vol. 1, no 119. p. 77).

[Retour à la table des matières](#)

On introduit cette conclusion à l'occasion de la justification des dépenses d'équipement.

Il vaut la peine de se pencher sur ce problème, car il comporte des incidences nombreuses et de conséquence.

Centraliser veut dire bâtir une école au lieu de deux, trois ou quatre. Une grosse école coûte-t-elle deux fois plus cher que deux qui recevraient le même nombre d'étudiants ? Si on veut équiper chaque école en ateliers, comme la grande école, cela est plus dispendieux.

Mais, d'un autre côté, si vous bâtissez les deux écoles, le transport sera considérablement réduit. S'il diminue de moitié, cet argent épargné annuellement sera affecté à l'amortissement sur les édifices. Après dix ans d'usage, le surplus requis pour bâtir deux écoles fonctionnelles aura été amorti, et le transport économisé le

sera annuellement durant x années. Donc, en dernière analyse, économie considérable.

Quant au matériel scolaire courant, aux moyens audio-visuels, au moment où il faut doubler les instruments à cause du nombre d'étudiants, il n'y a pas plus d'économie d'un côté que de l'autre. Posséder deux projecteurs cinématographiques dans une même école nombreuse ou en posséder un par école moyenne, exige le même investissement. Quant aux films et autre matériel, un système d'échange au sein d'une régionale revient pratiquement au même quant au prix de revient.

Il semble que les Commissions scolaires Régionales qui paient annuellement 300,000\$, 400,000\$ et même 500,000\$ pour le seul item du transport devraient sérieusement étudier, avec les parents, ce problème avant de bâtir des écoles gigantesques et dispendieuses. Quand on nous parle d'économiser en centralisant, il y a un point maximum après lequel la centralisation devient un luxe. Et nous ne pouvons pas tellement nous payer de luxe quand chaque dollar doit être investi en bon père de famille qui administre consciencieusement un budget public.

Pour évaluer judicieusement le coût de l'enseignement, il faut tabler sur une période de vingt ans, de trente ans et même plus.

Mini-propos sur le Rapport Parent

17

INTÉGRATION

"La création d'un véritable système d'éducation requiert l'intégration selon une formule équitable des secteurs privés qui ont besoin de l'aide financière de l'État".

(Vol. 1. no 123, p. 79).

[Retour à la table des matières](#)

Une intégration équitable "selon, un certain degré d'autonomie" (Vol. 1, no 123, p. 79) comporte des incidences financières. Cela comporte aussi des conséquences pour les institutions privées.

Si on parle le langage du Rapport Parent qui met vraiment l'enfant au centre des problèmes et qui veut l'y maintenir tout au long de son étude, on pourra mieux voir la solution.

L'autonomie ne s'oppose pas à une certaine subordination. Jadis, les collèges classiques dépendaient des Facultés des Arts qui volontiers les consultaient, discutaient avec eux de la modalité de certaines décisions, révisaient l'orientation des programmes, etc. Les Facultés des Arts procédaient comme le Ministère veut pro-

céder lui-même : intéresser les éducateurs à l'éducation... Au lieu de légiférer en haut lieu, le Ministère veut d'abord consulter sur place. Excellent.

On conciliera autonomie et subordination en faisant tout simplement confiance aux institutions qui devront être accréditées selon des normes à établir.

Quant aux incidences financières, elles sont beaucoup moins considérables qu'on veut le laisser croire. Si, durant des années, les institutions privées ont donné un enseignement que l'État ne finançait pas, l'État a réalisé des économies énormes. De plus, il y a des richesses en immeubles et en matériel scolaire que les institutions privées mettront au service de l'État sans l'obliger à des dépenses de l'envergure de celles qu'il devrait consentir pour partir de zéro dans certaines régions et dans certains secteurs de l'enseignement.

Enfin, que l'État exerce un contrôle financier sur les institutions privées qui veulent s'intégrer "selon une formule équitable", nul n'y verra à redire. Le coût moyen de l'enseignement est connu de l'État ; et s'il aide financièrement, il reste normal qu'il contrôle financièrement.

Parlons moins d'institutions privées et d'institutions publiques. Parlons donc d'institutions pour l'éducation de la jeunesse : après tout, c'est plus exact : il s'agit d'un service privé d'intérêt général !

Mini-propos sur le Rapport Parent

18

COERCITION

« La coercition répugne à un gouvernement démocratique ».

(Vol. 1. no 138, p. 87)

[Retour à la table des matières](#)

Voilà une bonne vérité qui devrait être affichée dans les bureaux de tous les ministères de tous les gouvernements démocratiques et que tous les jours les employés de l'État, y compris les ministres, devraient lire en arrivant à leur travail. Question de se rafraîchir la mémoire...

On parle beaucoup de consultation, de sondage, de référendum, de l'évaluation de l'opinion publique, de démocratisation, de dialogue... et autres entreprises du genre.

Quand on a entendu tous ces points de vue, souvent divergents, parfois très nuancés, toujours plus ou moins teintés de sentimentalité, il reste à prendre une décision sage! La situation se complique !

Mais une donnée qui provient d'un sondage libre et loyal sera bien acceptée, car un grand nombre de personnes auront été appelées à se prononcer et auront contribué ainsi à la solution. Comme la vie en démocratie suppose qu'on sache se

rallier à la décision majoritaire, la décision sera mieux reçue par les divers groupes et par la population en général.

Devant de nombreux points litigieux du Rapport Parent, l'État a tardé à sonder l'opinion publique sur ces sujets d'éducation. Un climat d'équivoques est né de cette situation, les équivoques ont prospéré, on les a peut-être cultivées un peu trop longtemps - comme on en cultive encore plusieurs - avec le résultat que la population en ressent un malaise, une certaine insécurité et développe une réaction tout à fait normale de méfiance.

La première consultation que le Conseil supérieur de l'éducation ait tentée constitue une heureuse initiative conforme à la pensée du Rapport Parent. Il est dommage qu'un tel sondage ait tant tardé et que d'autres qui s'imposent n'aient pas encore été réalisés sur le plan provincial.

Les corps intermédiaires ne tarderont pas à mesurer les incidences de la lenteur des démarches et pourront, avant longtemps, par des organismes provinciaux comme l'Association des Parents catholiques du Québec, fournir au Ministère des positions claires sur les problèmes, à mesure qu'ils se présenteront.

La culture des équivoques n'est jamais rentable en éducation.

Mini-propos sur le Rapport Parent

19

HARMONIE ET ÉQUILIBRE

"Un des principaux problèmes du ministre de l'éducation sera sans doute de développer un système harmonieux et équilibré - un système dans le plein sens du terme".

(Vol. 1, no 139, p. 87).

[Retour à la table des matières](#)

Une tâche gigantesque de coordination s'offre aux responsables de l'éducation, chez nous, comme le souligne tout ce paragraphe un peu dur envers "le côté catholique". On y lit, en effet, que « du côté catholique, universités et collèges classiques, tous des institutions privées, ont ignoré le secteur public jusqu'à ces toutes dernières années. »

Les universités, à l'exception de certaines facultés, se sont montrées fort peu accueillantes envers les finissants du cours public et même envers les éducateurs diplômés des écoles normales.

Fort peu accueillantes est une expression littéraire douce, car on pourrait facilement donner du mordant à la tournure pour en venir plus près de la vérité ... Nos

universités ont trop longtemps dédaigné nos finissants du cours public : on se rend compte des talents inexploités quand on note les résultats avantageux que les finissants admis depuis quelques années obtiennent tout à côté des bacheliers.

On dira peut-être que les programmes des universités ne permettaient pas l'admission de ces finissants. Mais, des programmes se modifient, on peut en créer pour faciliter les passages...

Quant aux collèges classiques, ils dépendaient des Universités, via les Facultés des Arts. Dans son ensemble, le problème est le même.

Cependant, il ne faut pas leur faire porter seuls l'odieux de cette situation, car l'État aurait pu et dû édifier un système analogue et le faire fonctionner aussi bien que les collèges classiques privés...

Quant à l'harmonie souhaitée, elle suppose une certaine diversité qui est riche ; elle suppose un concert où chacun joue sa partition.

L'équilibre souhaité suppose aussi la présence de forces diverses. Car, enfin, bien que l'on parle d'un "énorme effort de coordination" il faut respecter la vie dans un organisme que constitue tout système d'éducation.

Mini-propos sur le Rapport Parent

20

DÉMOCRATIE

"Le gouvernement n'est pas à lui
seul toute la démocratie".

(Vol. 1, no 183, p. 110).

[Retour à la table des matières](#)

Une telle affirmation exprime bien la nécessité de la participation à tous les niveaux en ce qui concerne l'éducation. Et c'est même sur cet aspect précis que l'insistance du Conseil supérieur de l'éducation a fait porter sa première intervention officielle.

L'État n'est pas seul et les collaborateurs veulent se présenter nombreux à la table du dialogue. Dans une démocratie de participation, les échanges de vues sont longues, mais combien profitables !

Si l'État s'oblige à consulter, les groupes intéressés ne doivent pas pour autant attendre qu'on sollicite directement leur avis. Ils peuvent fort bien exposer leurs façons de voir les choses à mesure que les questions se présentent, selon l'évolution des problèmes et des situations qu'une opinion publique alertée peut déceler facilement.

Les groupes intermédiaires se doivent aussi de procéder démocratiquement. Si une poignée d'individus d'un groupe donné prétend représenter la masse après avoir cuisiné ses recommandations en petits comités, cela s'appelle se moquer de la démocratie et fausser les solutions. Les mouvements devront exercer un contrôle vigilant sur les comités chargés d'élaborer leur pensée sur tel ou tel sujet.

Si un gouvernement ne veut pas passer pour être tout seul toute la démocratie, la consultation que cela suppose et l'étude des problèmes que cela exige devront recevoir une bonne publicité. Autrement, cette volonté de participer effectivement aux grandes politiques manquerait d'un important stimulant et risquerait de laisser dans l'indifférence une bonne partie de la population. Dans l'indifférence ou dans l'ignorance de tout ce qui se fait. Ce serait dommage.

Participer aux politiques de l'éducation, c'est aussi accepter les conséquences de ses actes : et cela s'avère très rentable pour l'État qui doit financer une entreprise aussi coûteuse que celle de l'éducation.

Mini-propos sur le Rapport Parent

21

MONDIALISATION

« Un rapprochement
des nations. »

(Vol. 1, no 104, p. 70)

[Retour à la table des matières](#)

On veut repenser notre système d'enseignement afin que nous marchions au pas du inonde.

En effet, dans plusieurs pays, on réforme les programmes scolaires et même les systèmes scolaires afin d'adapter l'enseignement au rythme vertigineux du progrès intellectuel et technique.

Le Québec ne peut rester en dehors de ce vaste mouvement international. Cela nous fait volontiers accepter de remettre en question certains points et certaines valeurs dans la formation que nous donnions à notre jeunesse.

De plus en plus, nous sommes au fait des grandes décisions que les autres pays appliquent en éducation : programmes scolaires, formation des maîtres, application de nouvelles méthodes, changement dans les manuels, développement d'une pédagogie du livre, insistance sur l'expérimentation en sciences, etc., etc.

Plusieurs de nos étudiants seront peut-être appelés un jour à parfaire leur culture dans d'autres pays, avec les facilités de communication et l'aménagement des programmes. Il leur faudra la préparation requise pour bénéficier de ces compléments de formation, comme aussi ils aimeront pouvoir permettre à leurs concitoyens, au retour, de tirer profit de leurs découvertes en pays étrangers et leur faire part, ainsi, d'une nouvelle vision du monde.

En effet, le monde semble rapetisser par ces mouvements internationaux. La fraternité s'établit entre les peuples. Des préventions tombent. Des barrières se renversent. Nous créons ce que Georges Duhamel a nommé si heureusement cette "géographie cordiale" pétrie de compréhension mutuelle et de sympathie humaine.

Cette mondialisation des idées permettra peut-être - souhaitons-le - à la paix de germer sur la terre, d'y croître, d'y fleurir, afin que les peuples se respectent et bannissent à jamais les guerres grimaçantes qui ont si souvent défiguré notre planète depuis les débuts de sa longue histoire.

Rapprochement des nations : lien de la paix permanente!

Mini-propos sur le Rapport Parent

22

PRIVILÈGE OU DROIT ?

« Ce n'est pas en vertu d'un privilège mais d'un droit que les autorités religieuses comptent sur l'appui de l'école pour dispenser une partie de l'enseignement religieux. »

(Vol. 1, no 181, p. 109).

[Retour à la table des matières](#)

Un tel énoncé de principe nous rassure pleinement, car "les Églises ont joué dans tous les pays un rôle de premier plan en matière d'éducation", comme le reconnaît sans peine le Rapport Parent. (Vol. 1, no, 181, P. 109).

D'ailleurs, Vatican II, à ce sujet, prend cette position très nette : "A ses enfants, l'Église est donc tenue, comme Mère, d'assurer l'éducation qui imprégnera toute leur vie de l'esprit du Christ". (Déclaration sur l'éducation chrétienne, par. 3). Un peu plus loin, la même Déclaration souligne que "la présence de l'Église dans le domaine scolaire se manifeste à titre particulier par l'école catholique. Tout autant que les autres écoles, celle-ci poursuit des fins culturelles et la formation des jeunes". (par. 8).

L'Église affirme sa responsabilité en éducation. Chez nous, l'État lui reconnaît ce droit de dispenser la formation morale et religieuse des jeunes.

Cependant, si l'Église tient à ses propres écoles catholiques, c'est aussi en vertu d'un droit et non d'un privilège. Elle ne le veut pas à titre d'exception, mais à titre régulier, tout à fait normal, car la formation des jeunes est envisagée par elle comme un acte unique : l'acte éducatif.

Ce droit, le Conseil supérieur de l'éducation devra le protéger et en saisir toute la portée. L'État lui-même devra en mesurer la portée générale. Le fait que l'éducation soit catholique n'enlève rien à la valeur des programmes, des méthodes, de la formation culturelle et scientifique, bien au contraire : cette éducation se soucie de tout l'homme en lui permettant de s'épanouir "dans une communauté scolaire où règne une atmosphère animée d'un esprit évangélique de liberté et de charité". (Déclaration, p. 8).

Autant l'Église se montre respectueuse de la liberté religieuse, en général, autant elle tient à sa propre liberté religieuse. Et les chrétiens seront là pour réclamer cette liberté et pour l'exercer, car les valeurs en jeu comportent trop de conséquences pour qu'il soit question de renoncer à un droit sacré.

Mini-propos sur le Rapport Parent

23

EXPÉRIENCE QUOTIDIENNE

« Les éducateurs ont, de
l'enseignement, une expérience
quotidienne. »

(Vol. 1, no 182, p. 109).

[Retour à la table des matières](#)

Cette expérience quotidienne offrira, dorénavant, la possibilité de se faire entendre et permettra même à certains éducateurs de siéger au Conseil supérieur de l'éducation. On assiste, là encore, à une promotion de l'enseignant. Nous nous en réjouissons.

Évidemment, les éducateurs possèdent une expérience précieuse. Même s'ils n'ont pas le loisir de faire part de leur expérience en écrivant des livres savants ou en vulgarisant leurs connaissances diverses, par manque de temps ou par peur du risque, leurs avis sont précieux pour permettre l'appréciation des programmes scolaires, juger des méthodes nouvelles introduites ou à introduire, évaluer tel ou tel manuel scolaire même sans l'avoir utilisé longuement, déceler les points faibles des examens officiels ou locaux, révéler les faiblesses des horaires mal balancés, corriger le manque d'orientation scolaire, modifier certains aspects de l'organisation scolaire.

De plus en plus, aux niveaux élémentaire et secondaire, ils sont consultés sérieusement. Ils ont été consultés pour la forme, longtemps. Ainsi, après les corrections fastidieuses, on leur demandait leur avis sur les examens, réponses et questionnaires. De tels sondages ont rarement dépassé la feuille de papier qui les contenait... ou le classeur mystérieux, en attendant le panier!

Pour établir un nouveau système d'enseignement, ils devront être consultés sur une plus grande échelle que maintenant. Que pensent-ils des écoles de 4,000 étudiants et plus ? Que pensent-ils de la polyvalence ? Que pensent-ils du transport ? Que pensent-ils de la professionnalité ? A notre connaissance, aucun sondage systématique n'a été mené auprès des professeurs sur ces questions fondamentales. C'est dommage ! Cependant, cela nous rassure car M. Arthur Tremblay, sous-ministre, déclarait : "La réforme se fera par les maîtres ; elle ne sortira pas de la fausse magie de "directives" ou de plus ou moins savantes cogitations de cabinets d'études".

Les professeurs ont donc la parole. En profiteront-ils ?

Mini-propos sur le Rapport Parent

24

DROITS ÉGAUX

Nous croyons cependant que le principe des droits égaux de tous les citoyens à l'éducation n'implique pas une atteinte aux bénéfices accordés actuellement aux catholiques et aux protestants".

(Vol. 1, no 196, p. 115).

[Retour à la table des matières](#)

Les droits égaux ne signifient pas : la même école pour tous, ou l'école unique. "Nous croyons..." D'autres peuvent croire le contraire et réclamer le contraire!

Il faut, ici, concilier droits égaux, liberté de conscience, école sur mesure.

L'école catholique n'est pas un bénéfice, elle est un droit pour les catholiques. Le mot bénéfice sent trop la faveur, la concession ; un bénéfice accordé laisse entendre aussi qu'il y a eu une sorte de faiblesse...

La liberté de conscience est sacrée. Le Rapport Parent le proclame souvent. Mais une liberté de conscience exige d'être tout simplement respectée autant

quand il s'agit de la conscience du neutre que lorsqu'il s'agit de la conscience du catholique, Mais pourquoi voudrait-on que toutes les concessions soient du même côté, et du côté de la grande majorité ?

Le catholique veut une école sur mesure : une école où il sera à l'aise, bien chez lui, dans un climat qu'il a choisi pour ses enfants, en conformité avec ses convictions religieuses, où les maîtres possèdent la même foi que l'enfant . . . Car, encore une fois, l'acte éducatif est un.

L'école unique semble plus simple, dit-on. Mais elle se révèle plus compliquée, en fait, à cause des problèmes gigantesques qu'elle suscite. Si les droits à l'éducation sont égaux, ils le sont en vue de l'éducation voulue, et non de l'éducation forcée, imposée. Des droits qui briment les consciences sont-ils des droits ou des servitudes ? Des droits qui ne respectent pas les valeurs fondamentales que j'estime, sont-ils, pour moi, des droits ou des violences ?

Il faudra définir plusieurs termes du Rapport Parent : cela nous permettra de mieux voir où on veut en venir.

Il manque au Rapport Parent une très importante section : définition exacte des termes employés par le Rapport. Qui nous la fournira ? Cela contribuerait à lever bien des équivoques.

Mini-propos sur le Rapport Parent

25

OPINION PUBLIQUE

"Le Conseil devra informer, par l'entremise de ses membres, une opinion publique généralement mal informée, mal renseignée sur les besoins de l'éducation et sur les structures du système".

(Vol. 1, no 179, p. 108).

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport fait un devoir au Conseil supérieur de l'éducation de diffuser, "par ses membres", les renseignements utiles au sujet de l'éducation! Les membres n'ont pas tous dû lire encore le premier volume du Rapport Parent.

Cette remarque sur la mauvaise information du public tombe juste. Mais si l'opinion publique est si mal renseignée, il faut tout de même mieux partager les responsabilités.

Qui peut le mieux informer les gens ? Le Ministère et les Commissions scolaires régionales et locales.

Le Ministère publie déjà Hebdo-éducation. C'est un magnifique effort. Mais est-il suffisant ? Les journaux sont autorisés à publier les articles parus dans Hebdo-éducation ; ils le font volontiers et avec profit pour les parents et les éducateurs. Il faudrait mieux : un vaste service d'information, bien outillé, sous les soins d'un directeur dynamique, assisté d'un personnel qui possède le sens de la vulgarisation, qui peut présenter en français simple les renseignements et les nouvelles sur le monde de l'éducation.

Quant aux Commissions scolaires régionales et locales, elles doivent jouer un rôle encore plus important, car elles sont tellement plus près des gens que le Ministère. Plusieurs connaissent déjà dans ce domaine de bonnes réalisations : périodiques, émissions radiophoniques, émissions de télévision. Encore là, ces moyens ne rencontrent pas toute l'efficacité voulue car le personnel qui se consacre à cette indispensable formation de l'opinion publique n'a pas toujours la préparation et la latitude voulues pour fournir un effort efficace et soutenu.

Là aussi, il faudra un véritable service des nouvelles qui pourra atteindre les gens, dans leurs demeures, au moment où se posent et se discutent les problèmes.

Il faut vendre l'éducation et sa réforme à l'opinion publique.

Mini-propos sur le Rapport Parent

26

ÉDUCATION MODERNE

« La conception moderne de l'éducation vise à préparer chaque citoyen à gagner sa vie par un travail utile et à assumer intelligemment ses responsabilités sociales. »

(Vol. 1. no 118, p. 76).

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport Parent souligne, en éducation, deux buts : préparation à gagner sa vie et à assumer ses responsabilités sociales.

Les autres buts que pourra poursuivre l'éducation se rattacheront, de près ou de loin, à ces deux-là.

Si de tels buts ne sont pas nouveaux, le fait de vouloir que chaque citoyen puisse y tendre est nouveau. C'est dire que nous devons faire un effort pour éduquer les handicapés qui étaient, jadis, assez facilement, laissés pour compte. Les techniques modernes appliquées à leur éducation nous facilitent la tâche.

Dans un monde respectueux de la personne humaine, nous n'avons plus le droit de délaissier une portion, même minime, de gens susceptibles de recevoir une

certaine éducation et de jouir des bienfaits de l'existence normale ou le plus près possible de l'existence normale.

Le fait d'assumer nos responsabilités sociales nous fait saisir une dimension de l'homme que nous avons souvent négligée : son rôle de service dans la société. L'homme reçoit de multiples services de la société dans laquelle il vit : il doit envisager, en retour, sa profession avant tout comme un service plutôt que comme un gagne-pain ou une façon plus rapide de s'enrichir. La jeunesse actuelle est très sensible à cet aspect mis en valeur de façon singulière de nos jours.

Il se trouvera bien encore des égoïstes pour rechercher la carrière qui pourra satisfaire des ambitions de domination et de richesses. Néanmoins, le progrès de la vraie conception de la profession pourra tout au moins les faire réfléchir et les aider à dominer des désirs peu avouables.

Assumer ses responsabilités sociales suppose aussi que les jeunes savent que leur prochain existe... De jeunes chrétiens agiront ainsi dans une ligne tout à fait évangélique où l'amour de Dieu se prouve par l'amour du prochain.

Les responsabilités sociales sont des responsabilités éminemment chrétiennes.

Mini-propos sur le Rapport Parent

27

OBSTACLES OU SECOURS ?

"La volonté de rendre accessible à tous les écoliers l'enseignement de n'importe quel secteur ou niveau se heurte à un obstacle particulièrement grave dans le système québécois".

(Vol. 1, no 121, p, 77).

[Retour à la table des matières](#)

Et on mentionne le secteur public et le secteur privé qui sont parallèles, les universités qui sont indépendantes, le manque de coordination entre secteur public et secteur privé.

Il est indéniable que nos universités n'ont pas été sympathiques envers le secteur public, qu'elles ont admis à leurs cours, par la petite porte, et tardivement, les professeurs et les diplômés des écoles normales, qu'elles se sont consacrées aux bacheliers ès arts.

On ne peut nier que les collèges du secteur privé aient refusé les étudiants du cours public, excepté ceux qui venaient de terminer leur sixième ou leur septième

année. Les programmes de ces collèges n'étaient pas aménagés pour cela ; l'espace manquait, les autorisations universitaires aussi.

Ce sont des faits indéniables qui ont nui à notre société, qui ont empêché nombre de jeunes d'accéder à des carrières médicales, scientifiques, commerciales, etc. auxquelles ils aspiraient fortement. Les portes étaient fermées !

Ces obstacles seront levés par la coordination dont l'initiative doit venir du gouvernement. Ce dernier peut créer de toutes pièces ces niveaux dont sont exclus les candidats du cours public : il le pouvait même depuis longtemps . . . Il peut aussi composer avec le secteur privé, en recevoir un secours très valable. Les édifices scolaires, les laboratoires, les professeurs, le matériel scolaire peuvent servir à tous, dans un désir très louable de collaboration qui anime les institutions privées, du moins la plupart d'entre elles.

Ces anciens obstacles sont devenus des secours grâce à une bonne entente. Évitions, dès lors, de soulever un faux problème : opposition entre secteur privé et secteur public. Il y a bien plus de désir de composition que d'opposition de la part de nos institutions !

Mais, il y a aussi la manière, la modalité à envisager ...

Mini-propos sur le Rapport Parent

28

ÉDUCATION PERMANENTE

« Des groupes de citoyens ont pris l'initiative de développer des secteurs négligés, notamment l'éducation des adultes ».

(Vol. 1. no 123, p. 125).

[Retour à la table des matières](#)

Quand on repense l'enseignement, actuellement, on songe à la maternelle, à l'élémentaire, au secondaire, à l'universitaire et aux cours aux adultes sans oublier le niveau collégial et les diverses matières de chacun de ces cours.

C'est tout un monde à repenser et, parfois, à inventer. Songeons aux cours pour les handicapés et les sous-doués, songeons surtout aux cours aux adultes.

Les adultes veulent, nombreux, revenir à l'école pour y parfaire leur formation, compléter ce qu'ils ont reçu par le passé de façon trop hâtive ou trop sommaire. Faire le partage des responsabilités devant cette impréparation n'est pas notre propos. Il reste que nous sommes devant un besoin spécifique de toute une partie de la société très intéressée à améliorer ses connaissances.

L'État pourra, sans doute, s'inspirer de ce que l'entreprise privée a réalisé, avant de bâtir des méthodes nouvelles : il devra élaborer une méthodologie nouvelle et même étudier une psychologie nouvelle.

Les nombreux spécialistes qu'il engage à cet effet joueront un rôle primordial dans le succès de ce nouvel enseignement, aussi important que le cours secondaire peut l'être et même que le cours collégial peut l'être.

Le personnel qui sera affecté à cet enseignement devra bénéficier d'une formation spéciale, même s'il est recruté parmi les professeurs d'expérience aux divers niveaux. L'entreprise a trop de conséquence pour tenter d'improviser longtemps dans ce domaine.

De plus, les adultes peuvent apprendre, dans l'ensemble, plus vite que les élèves ordinaires. Les méthodes à mettre au point exigeront une attention sérieuse de la part des chercheurs.

Parmi les cours aux adultes, nous classerons ce que l'on nomme cours de recyclage pour les travailleurs des divers métiers afin que nos ouvriers se qualifient davantage et puissent s'améliorer aux rythmes où les machines elles-mêmes connaissent des perfectionnements.

C'est une course contre la machine. Qui gagnera ? Le plus alerte!

Mini-propos sur le Rapport Parent

29

ANGLE PROPRE

« Les associations et les établissements particuliers sont portés à envisager le problème scolaire sous l'angle qui leur est propre ».

(Vol. 1, no 125, p. 79).

[Retour à la table des matières](#)

Cet angle propre sous lequel les établissements privés envisagent les problèmes, est-ce une faiblesse ou une force ?

Le Rapport semble insister sur la faiblesse de cette façon de procéder. Il est certain que l'institution privée ne va pas régler les problèmes à l'échelle provinciale, qu'elle ne peut même pas y penser ; même si toutes les institutions privées s'associaient, elles ne pourraient envisager une action concrète dans ce sens.

Cet angle propre constitue aussi la force des maisons d'enseignement privé, car elles sont enracinées dans les milieux, pour plusieurs ; elles voient mieux les problèmes immédiats et locaux ; elles peuvent fournir à telle population les services dont elle a vraiment besoin, compte tenu des industries locales, des possibilités locales et de tout un nombre de facteurs particuliers.

Faiblesse et force, cet angle propre sous lequel ces maisons envisagent les problèmes n'empêche pas du tout l'État d'intervenir dans son rôle de planification et de coordination en vue du bien commun.

Mais pour atteindre ce bien commun, il faut en quelque sorte voir ce qui le constitue, le saisir dans ses implications majeures. L'État excessivement centralisateur ne verra pas qu'en poursuivant le bien commun abstrait, il pourra localement créer des conflits : d'où la nécessité de la décentralisation, de l'implantation d'organismes locaux de coordination étroitement insérés dans le milieu.

Nous souhaitons que cet angle propre sous lequel plusieurs institutions privées ont envisagé depuis toujours de servir la population demeure aussi celui sous lequel l'État veuille poursuivre cette tâche avec les moyens financiers requis, derrière toute la planification souhaitable, tout en tirant parti de ces institutions déjà intégrées aux milieux, acceptées, appréciées.

Changer son angle de vision n'est pas nécessairement améliorer une situation. Et une vision provinciale ne dispensera jamais d'exercer une vision locale indispensable.

Mini-propos sur le Rapport Parent

30

FONCTIONNAIRES

"La délégation des responsabilités... réclame en effet des fonctionnaires compétents et de grande classe".

(Vol. 1, no 165, p. 100).

[Retour à la table des matières](#)

Le Ministère de l'éducation devra, évidemment, faire appel à un personnel nombreux, qualifié et bien rémunéré.

Quand on dit Ministère de l'éducation, on dit service en vue de l'éducation. Mais pour rendre service efficacement dans le domaine de l'éducation, il faut, à mon sens, deux conditions : une disposition pour le service dévoué et des connaissances dans le monde de l'éducation.

Le dévouement, supposons-le acquis ; supposons-le tout au moins dans les dispositions foncières de tout ce personnel-clé du système.

Les connaissances théoriques et pratiques sont plus délicates à préciser et tout aussi importantes que le dévouement.

Connaissances théoriques, attestées par des parchemins universitaires, une bonne formation, des recherches dans un domaine particulier . . .

Mais surtout connaissances pratiques : connaissances expérimentées dans le monde réel de l'enseignement effectif au niveau élémentaire, ou secondaire, ou technique, ou universitaire.

Ce qu'il faut, c'est que les théoriciens purs soient peu nombreux aux postes de responsabilité de cette envergure au Ministère de l'éducation. Si dans une province comme la nôtre, nous ne pouvons pas trouver des gens de métier pour exercer les fonctions délicates qui orientent profondément l'enseignement et l'avenir de la nation, ce serait décourageant et impensable même.

Qu'on exige donc un minimum de quelques années d'expérience dans l'enseignement pour tout candidat qui désire accéder à un poste de fonctionnaire pédagogique au Ministère. C'est là une sécurité que les citoyens peuvent réclamer ; c'est là une sécurité que les éducateurs doivent réclamer ; c'est là une sécurité que les parents doivent réclamer.

L'éducation aux éducateurs!

Mini-propos sur le Rapport Parent

31

HORS DES SENTIERS BATTUS

"Il faudra souvent sortir
des sentiers battus".

(Vol. 1, no 176, p. 107).

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque le Rapport Parent souligne la nécessité pour le Conseil supérieur de l'éducation d'être indépendant du Ministère de l'éducation, il précise que le but de cette indépendance est qu'il soit "en mesure d'apporter des points de vue neufs sur la politique scolaire". (Vol. 1, no 176, p. 107).

Le Conseil supérieur de l'éducation doit se tourner vers la recherche, l'innovation, le progrès des méthodes et favoriser tout ce que ces secteurs supposent d'aménagement.

S'il doit sortir des sentiers battus, il ne doit pas pour autant se jeter en pleine brousse, ni en plein marécage. Hors des sentiers battus dans les flaques et les fondrières ? Hors des sentiers battus dans les expériences mal préparées, étrangères à notre culture latine ? Hors des sentiers battus vers des progrès chimériques ou des illusions miroitantes, séduisantes ?

Car nous ne pouvons pas traiter les enfants comme des cobayes. Nous ne pouvons pas risquer l'avenir d'une génération.

Évidemment, ce sont là des écueils que le Conseil supérieur de l'éducation verra mieux que quiconque. Toute mise en garde serait peut-être de trop...

Tout de même, on veut nous faire sortir tout de suite des sentiers battus. Nous ne nions pas le progrès. Nous voudrions cependant une définition du progrès, celle qui cadrerait avec le désir de marcher enfin hors des sentiers battus, souvent ou à l'occasion !

L'école polyvalente mixte de 4,000 élèves et plus, c'est trois fois en dehors des sentiers battus !

À vouloir monter les marches, hors des sentiers battus, trois à la fois, il y a risque de se casser la figure.

Même si la chirurgie plastique fait des merveilles, la technique de la réparation des fractures du crâne est très jeune . . .

Mini-propos sur le Rapport Parent

32

AMÉNAGER DES CANAUX

Le Conseil supérieur de l'éducation
"jouera en quelque sorte de façon
permanente le rôle que remplit
temporairement une commission
d'enquête".

(Vol. 1, no 178, p. 108).

[Retour à la table des matières](#)

"Il faut, aujourd'hui plus que jamais, que les problèmes et la politique de l'enseignement rejoignent l'opinion publique ; en régime démocratique, celle-ci a le droit et le devoir de s'exprimer sur une question aussi vitale". (Vol. 1, no 178, p. 108).

Le Rapport Parent prend à ce sujet une position fort encourageante, fort ouverte, toute orientée vers un sain dialogue. En vraie démocratie, une telle attitude est très juste : le contraire serait même impensable, aujourd'hui.

Ce rôle permanent de commission d'enquête que le Conseil supérieur de l'éducation devrait jouer suppose que l'on aménage des canaux entre lui et les divers groupes intéressés à faire part de leurs idées.

Le Conseil a commencé cette politique de consultation déjà. Nous sommes au tout début de son fonctionnement, en pleine période de rodage, d'expérimentation, d'ajustement. Il faut laisser aux membres le temps de se connaître et d'oeuvrer ensemble. Mais le processus de consultation devra prendre de l'accélération... De même, les communications émanant du Conseil devront surgir avec plus de fréquence. Un an de silence, c'est long pour un organisme de cette importance, à une époque où les équivoques sont nombreuses, où plane sur les parents, sur les maîtres, sur les institutions, une lourde insécurité, où des sons de cloche différents se font entendre par des élus du peuple, où une certaine anxiété flotte dans les esprits et risque de cacher le côté exaltant du renouveau pédagogique pour montrer uniquement le risque, le côté négatif, le côté sentimental souvent.

Ces canaux exigeront, de toute urgence, que ce Conseil ait un service d'information qui puisse recevoir les communications des gens, comme aussi, avec plus de nécessité, en fournir à la population.

Quelle puissance le Conseil possède-t-il ? Nous ne le savons pas encore. Mais on peut affirmer qu'il aura la puissance qu'il se donnera, l'importance qu'il se donnera.

Et il sera puissant s'il reste près du peuple, dans le souci de mieux servir la personne humaine.

Mais s'il veut effectuer des sondages d'opinions, il devra donner le temps voulu aux organismes de consulter vraiment leurs membres. Un mémoire démocratique n'est pas le fait d'un exécutif, ni le fait d'un homme, mais le fait d'un sondage large, sérieux, scientifique. Et un sondage ne se fait pas en quinze jours, et un mémoire ne s'élabore pas en un mois... par des gens bousculés.

Mini-propos sur le Rapport Parent

33

CIVILISATION ET AVENIR

« Collaborer à une planification
pédagogique orientée en fonction
de la civilisation pédagogique
orientée de l'avenir ».

(Vol. 1, no 184, p. 111).

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport Parent envisage que le Conseil supérieur de l'éducation oriente son action pédagogique vers la civilisation contemporaine et l'avenir.

Repenser notre système d'éducation n'exige pas moins que cela : être de notre temps, être tourné vers demain.

Entre aujourd'hui et demain, y a-t-il opposition irréductible ? Non, car pour envisager demain, nous nous appuyons sur aujourd'hui. Nous nous insérons dans notre milieu américain de civilisation, nous nous efforçons d'être tout d'abord de notre temps, pour ne pas prendre de recul, mais sans pour autant nous figer dans notre temps, dans un certain contentement personnel à base d'absence d'imagination et de recherche égoïste de sécurité.

En peu de mots, nous devons envisager le problème de l'éducation d'une vue réaliste et prospective.

Insérer le progrès dans le domaine de l'éducation présente de grandes difficultés et exige de la prudence.

Difficultés qui proviennent surtout d'un certain statisme particulier aux maîtres qui sont formés selon certaines perspectives et qui éprouvent de la peine à sortir, à l'occasion, des sentiers trop battus...

Par ailleurs, la prudence exigera qu'on respecte certaines valeurs fondamentales, tout en visant au progrès. Ces valeurs constituent de précieux points d'appui qui peuvent nous accompagner et nous aider à prendre notre élan et à le maintenir. Puis, il n'est pas dit que pour être de son temps et regarder l'avenir, il faille renier le passé... Nous serons demain parce que nous sommes déjà aujourd'hui. Il s'établit en nous-mêmes une sorte de continuité malgré que nous vieillissions.

Je crois que ce phénomène simultanée de prudence et d'élan vers l'avenir est intimement lié à la vie. Tout processus d'éducation est lié à la vie profonde : vie intellectuelle, vie spirituelle, vie physique.

Il faut vivre harmonieusement l'aujourd'hui et le demain de l'éducation.

Mini-propos sur le Rapport Parent

34

CRISE

« La crise de l'enseignement s'inscrit dans le cadre d'une vaste crise de civilisation ».

(Vol. 1, no 83, p. 57).

[Retour à la table des matières](#)

Parler de crise, c'est évoquer un état de paroxysme, de bouleversement et même de cataclysme...

La crise de l'enseignement est perpétuelle; on parlerait donc avec plus de justesse, je pense, d'évolution de l'enseignement, car ce processus est forcément lent, comme tous les processus vitaux. Qu'il y ait, à l'occasion, des changements plus rapides, des sortes de mutations brusques pour parler le langage cher aux évolutionnistes, c'est tout à fait exact. Que nous vivions dans une période particulièrement sensibilisée aux problèmes de l'éducation, nous l'admettons aussi.

Cette prise de conscience mondiale de l'importance de l'éducation nous fait en quelque sorte assister à un réveil un peu brutal : si notre éducation ne progresse pas au rythme où l'industrie progresse, au rythme du progrès général, au rythme des aspirations de l'homme d'aujourd'hui et de celui de demain, nous sommes de-

vant une impasse ... L'homme aura sur la machine un retard gigantesque, difficile à combler.

Quand le romancier nous dit que l'avenir est aux robots, il n'a pas tellement tort si l'homme se fige dans des systèmes d'enseignement et d'éducation d'un autre âge, s'il ne fait pas évoluer sa formation au pas de la science et de la technique. Qui aimerait être asservi à des robots ?

On préfère donc parler d'évolution rapide plutôt que de crise de l'enseignement. Car toute évolution s'appuie sur une donnée antérieure, sur des valeurs déjà existantes, qui sont respectées, mais repensées, mieux ajustées aux conditions qui règnent *hic et nunc*. Quant aux crises, elles respectent rarement le passé et ses valeurs les plus sûres, pour songer à établir un nouvel ordre dont la valeur est souvent discutable. Les crises amènent trop souvent une contrefaçon du progrès.

Quand une civilisation entière évolue, l'éducation ne peut pas ne pas évoluer, car éducation et civilisation sont intimement liées.

Mini-propos sur le Rapport Parent

35

DÉFI

"L'enseignement d'aujourd'hui
tente de relever le défi".

(Vol. 1, no 83, p. 84).

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution que doit connaître l'éducation nous lance un défi. Mais pour relever ce défi, il faut tout d'abord sonder nos propres forces et savoir ce que nous pouvons faire.

Nos propres forces, comme peuple, ne sont pas tellement « fortes ». Comme nation, nous sommes en minorité dans toutes les autres provinces ; même chez nous, en majorité numérique, nous sommes en minorité financière, industrielle, économique... Même nos écoles de haut savoir ne nous servent pas tellement : elles sont peu accueillantes, et, trop souvent leurs diplômés doivent aller gagner leur vie en anglais... et ailleurs qu'au Québec. En peu de mots, nos forces sont faibles...

Mais, nous savons fort bien ce que nous voulons faire : redresser une situation d'infériorité où des circonstances nous ont placés et maintenus. Ne précisons pas trop !

Nous savons aussi ce que nous pouvons faire pour relever ce défi : écouter la voix du peuple, démocratiser l'enseignement, accélérer le développement des secteurs de l'enseignement en les implantant dans les régions réelles où les jeunes seront appelés à vivre, dire à nos gouvernements que le Québec ce n'est pas deux villes : Montréal et Québec, voir à la formation de maîtres chrétiens mieux qualifiés, ouvrir les portes des universités aux nôtres ou ouvrir des universités (ce qui serait plus simple, car les géants marchent lentement), permettre aux étudiants des écoles publiques et privées d'accéder à l'université à l'âge où les anglo-canadiens y sont admis.

Le défi est de taille et le petit David craint bien un peu beaucoup ! Mais il y a au service de cette cause québécoise tout l'immense effort de bonne volonté du personnel enseignant, tout le dévouement des administrateurs scolaires, tout le dynamisme du jeune Ministère de l'éducation et toute la volonté de progrès des parents.

Il faudrait bien aussi que les étudiants puissent dire : "Présents ! "

Mini-propos sur le Rapport Parent

36

RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE

"La pensée scientifique s'est transformée et se transforme à un rythme accéléré".

(Vol. 1, no 88, p. 60).

[Retour à la table des matières](#)

Si la pensée progresse à ce rythme fulgurant, il faudrait que notre enseignement scientifique subisse une profonde révision. Pour cela, nous devons mesurer l'importance de cet enseignement et en perfectionner les méthodes.

Nous avons trop longtemps boudé les sciences sous prétexte de nous livrer à des études d'humanité, un peu comme s'il y avait opposition irréductible entre sciences et humanisme. Il y a une façon humaine et humanisante d'enseigner les sciences comme il peut y avoir une façon sclérosée et froide d'enseigner les humanités.

On a trop boudé les sciences. Maintenant que l'on voit mieux l'incidence de ces dernières, il faut mieux équilibrer la formation de nos jeunes dès le cours secondaire.

Les méthodes devront d'abord être perfectionnées. On songe immédiatement à des méthodes expérimentales pour enseigner les sciences ! Il semble paradoxal qu'on en soit venu à affirmer un tel truisme. C'est que nous avons réussi, chez nous, à rendre livresque un enseignement expérimental, à rendre tout à fait abstrait ce qui se passe dans le monde réel, à nous contenter des formules quand la loi se traduit dans les faits sous nos yeux, sous nos doigts...

Le premier effort sera dans cette redécouverte.

Le second, dans la préparation immédiate des maîtres qui devront utiliser cette méthode, et dans un effort pour organiser et utiliser les laboratoires scientifiques de physique, de chimie, de biologie, de botanique, de zoologie, etc.

Les cercles scientifiques de nos écoles contribueront éminemment à développer la soif des sciences et la faim de la recherche... De telles initiatives seront sans doute le moyen providentiel pour faire naître des vocations scientifiques chez nous, chez nos étudiants comme chez nos étudiantes, car les sciences intéressent tous nos élèves.

La révolution scientifique scolaire doit accompagner la révolution scientifique dans le monde. Elle devrait même la précéder!

Mini-propos sur le Rapport Parent

37

RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

"Les deux guerres mondiales ont déclenché, dans le Québec, des développements industriels".

(Vol. 1, no 90, p. 61).

[Retour à la table des matières](#)

Cette remarque du Rapport Parent s'inscrit sous nos yeux, dans le ciel enfumé de nos villes et dans le paysage de nos banlieues hérissées de cheminées et semées d'usines immenses.

Ces développements industriels exigent des ingénieurs, des dessinateurs, des constructeurs, des techniciens, des nombreux ouvriers de tous métiers...

Tous ces travailleurs, il y a 20 ans, 40 ans, auraient été, pour la plupart, des agriculteurs...

Vous le devinez, on ne prépare pas un futur technicien comme on prépare un futur cultivateur.

L'école aurait donc dû se modifier, évoluer en harmonie avec l'évolution industrielle.

A-t-elle évolué assez vite ? La réponse n'est pas difficile à fournir : non. Elle a tardé, beaucoup trop tardé à se rendre compte de toutes ces profondes transformations. Et elle a conservé un programme de 1930 ou 1940 pour préparer des ouvriers qui devaient travailler en 1950 et 1960...

La préparation des futurs employés de nos industries, à tous les échelons, a souffert d'un retard considérable qui n'est pas encore réparé, loin de là.

L'État peut seul maintenir l'école au rythme des besoins de la nation par son pouvoir de coordination et grâce à toutes les données de première main dont il dispose. Il peut saisir la tendance des industries, les besoins de main-d'oeuvre. Dès lors, il peut mieux intervenir, et à temps, s'il reste en contact étroit avec les milieux.

Dans une ère de mécanisation poussée, d'automatisation avancée, d'industrialisation progressive, nos écoles devront s'insérer, avec plus de réalisme que jamais, dans le temps, et les parents devront comprendre que la formation aux métiers et aux techniques diverses de l'industrie répond à une nécessité du moment.

Travaillons, dès lors, à la formation du cours technique.

Envisageons-le en étroite coordination avec le monde de l'industrie, dans le monde réel, pour lui.

Mini-propos sur le Rapport Parent

38

FONCTION INCONNUE

"On prétend que 25% des écoliers actuels rempliront, à l'âge d'hommes, des fonctions pour le moment inconnues".

(Vol. 1, no 92, p. 62).

[Retour à la table des matières](#)

Préparer des jeunes étudiants à remplir des fonctions inconnues suppose de la clairvoyance, exige même des dispositions prophétiques...

Sans vouloir jouer au prophète, on peut tout de même se demander ce que pourrait requérir une telle formation.

D'abord, une bonne base en formation générale : connaissance du français, connaissance des mathématiques, connaissance des sciences, surtout si on prévoit que ces développements futurs affecteront la science et l'industrie.

L'apparition des nouvelles machines et des nouvelles techniques prendra moins au dépourvu l'homme s'il s'est préparé à plier sa propre technique d'information à une telle évolution toute normale.

Si les transformations s'effectuent surtout du côté des sciences humaines, encore là, une bonne formation de base sera requise à laquelle il sera facile de greffer ce que le progrès nous aura apporté.

C'est donc une course entre l'homme et la machine qui se déroule sous nos yeux inquiets. Et si l'homme n'a pas encore arraché à la nature tous ses secrets les plus intimes, néanmoins les connaissances qu'il accumule éloignent sans cesse les bornes du savoir humain. Si le radar est une technique relativement neuve, on doit songer à son évolution, à sa simplification ; si la téléphonie a connu des progrès immenses depuis ses débuts, on doit songer à ses modifications, et en particulier à la disparition de tous ces fils qui encombrent nos rues, qu'ils soient aériens ou souterrains.

Toutes les longueurs d'onde, dans l'audible, ont-elles été exploitées ? Les techniques ont-elles donné tout ce qu'elles pouvaient nous fournir ? Les sources énergétiques ont-elles été mises en valeur ? Qu'on pense aux forces des marées qui se gaspillent de par le monde, et nous aurons une faible idée de l'énergie qui s'écoule en pure perte.

Si la nature cache encore bien des mystères et si la technique n'est qu'à ses débuts, seul l'homme armé convenablement et de façon souple pourra arracher les secrets de l'univers pour les mettre au service de l'homme.

Mini-propos sur le Rapport Parent

39

NIVEAU DE VIE

" L'instruction est un de ces besoins qui se développent avec l'élévation du niveau de vie".

(Vol. 1, no 93, p. 63).

[Retour à la table des matières](#)

Les statisticiens et les économistes peuvent faire la liste des divers pays du monde par ordre croissant de niveau de vie.

Il serait intéressant de mettre cette classification en regard d'une autre : les pays placés par ordre de scolarisation de leurs populations. Nous y verrions, je pense, assez clairement exprimée, une loi : le niveau de vie et le niveau d'instruction sont en étroite corrélation.

En effet, comme le fait remarquer, d'ailleurs, le Rapport Parent, quand les besoins élémentaires (nourriture, vêtement, logement) sont satisfaits, les populations songent à la scolarisation plus généralisée.

De nos jours, tout débutant dans une profession ou un métier, se rend compte d'un fait : son degré de scolarisation est l'un des facteurs importants qui servent à

fixer son salaire. Et on peut affirmer : haute scolarisation, haut salaire, tout en se souvenant qu'il y aura l'exception pour confirmer la règle...

On n'ignore pas que la scolarisation plus poussée exigera de l'argent : pensons aux écoles, aux maîtres, et à toute l'armée de travailleurs qui s'agitent autour des écoles. Mais cet argent viendra lui-même élever le niveau général de vie dans le milieu où il circule.

De plus, pour accéder à un poste supérieur, très souvent, il faudra que le candidat envisage un stage de formation de quelques mois, parfois d'une année. Encore là, celui qui a le meilleur prérequis a des chances de décrocher cette promotion, élevant ainsi son propre niveau de vie. "On ne prête qu'aux riches", dit le proverbe populaire dans un raccourci malin, mais combien vrai...

Des lors, l'éducation plus poussée contribuera à hausser chez nous le niveau de vie. Mais dans une société qui se soucie avant tout de la personne humaine, il ne faut pas perdre de vue que le service de la personne, selon toutes ses dimensions, l'emporte sur les efforts pour hausser le niveau de vie.

L'échelle des valeurs ne doit pas faire oublier l'homme.

L'échelle des valeurs passe par l'homme !

Mini-propos sur le Rapport Parent

40

REPENSER

« Il faut par conséquent
repenser l'enseignement ».

(Vol. 1. no 94, p. 64).

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport Parent emploie souvent cette expression : repenser l'enseignement.

Et une collection qui se nomme REPENSER souligne avec fierté cette insistance, car repenser, c'est remettre en cause ce qui doit l'être, dans le respect des valeurs et dans l'idée de progrès général.

Le maître qui a terminé sa journée de classe doit repenser son action : il fera - on le lui conseille avec raison, - son examen pédagogique. Il se demandera : "Qu'ai-je bien fait aujourd'hui ? Qu'aurais-je pu mieux faire ?" Devant notre système d'enseignement, la même attitude s'impose. Que contient-il de valable qui mérite notre respect et qui doit être conservé ? Que contient-il d'archaïque, de dépassé, de sclérosé ?" Et après, faisons la part du feu.

Dans ce procès de notre enseignement, il faut se garder de critiquer le passé dans l'abstrait, de critiquer le passé avec des yeux modernes, qui appliquent à hier les conditions d'aujourd'hui.

On le souligne : "Autres temps, autres moeurs". Autres temps, autres méthodes d'éducation... Et si on effectue une rétrovision, qu'on le fasse, non pas pour vilipender le passé, mais pour mieux nous permettre de progresser au rythme général.

Un tel examen, loin du mépris, plaît plus que la censure qui va jusqu'à insinuer que si nos écoles catholiques ne connaissent pas de meilleurs succès, c'est qu'elles sont catholiques ! En quoi la confessionnalité peut-elle affecter le rendement intellectuel d'un système scolaire ? Ne mêle-t-on pas les problèmes en affirmant une telle ineptie ? Si nos étudiants ont encore peine à entrer à l'université, ne l'imputons pas à la confessionnalité des écoles. Cherchons les vraies causes et les vrais coupables. Repensons le problème sous un meilleur éclairage ; colligeons d'autres données : nous porterons alors sur nos écoles un jugement moins injuste et plus proche de la vérité.

Repenser pour tout détruire ? Non.

Repenser pour édifier ? Oui.

Mini-propos sur le Rapport Parent

41

ÉDUCATION LIBÉRATRICE

« L'éducation libératrice
de la personne ».

(Vol. 1, no 96, p. 66).

[Retour à la table des matières](#)

La primauté de la personne humaine : voilà un thème qu'il nous plaît de voir traité dans le Rapport Parent. A condition que l'on parle de la personne humaine complète, selon une même définition, une même conception, selon les mêmes critères de valeurs. Cela n'est pas toujours sûr. Mais pour ce paragraphe, je crois que nous pouvons accepter cette prise de position du Rapport.

Si "l'éducation doit nous rendre libres et non pas nous rendre puissants", comme l'affirme Gaston Berger, nous devons veiller sur tout ce qui peut asservir la personne humaine, et surtout, comme le mentionne le Rapport, "sur la publicité et le crédit, armes à deux tranchants".

Ce respect dont on doit entourer la personne est tout à fait justifié, "en face des conceptions opposées qui tentent d'accaparer le destin de la personne humaine - conceptions idéalistes et matérialistes - la nécessité de présenter Ici vision chrétienne de la valeur de la personne, reste, aujourd'hui comme hier, d'une, urgence impérieuse. Aujourd'hui comme hier, il faut reclasser les valeurs, reconstituer

leurs degrés et leur hiérarchie, car il s'agit en fin de compte de l'axe autour duquel se meuvent et se construisent l'histoire et la civilisation tout entière". (Giorgio La Pira.)

Si nous nous permettons de vous exposer au long ce point de vue tout à fait pertinent d'un penseur, c'est que la personne humaine est en jeu. Des forces agissent contre elle, des forces s'exercent pour elle : cette tension est particulièrement sensible dans le domaine de l'éducation et de l'instruction.

Une école respectueuse de la personne humaine doit répondre à des normes que nous sommes en droit d'exiger, selon nos convictions, même si nous appelons cela notre « way of life ».

Une éducation libératrice de la personne se devra d'être sur mesure, mais sur notre mesure. Et les parents, premiers responsables, sont les juges de cette mesure aussi longtemps que nous serons en pays libre et en saine démocratie.

Mini-propos sur le Rapport Parent

42

AUDIO-VISUEL

« Ces nouvelles techniques portent en elles le germe d'une profonde révolution pédagogique ».

(Vol. 1, no 96, p. 67).

[Retour à la table des matières](#)

On sait que l'imprimerie a introduit dans le monde une nouvelle civilisation : celle du papier, celle de l'imprimé ... Cette révolution se poursuit encore sous nos yeux avec les techniques multiples d'imprimerie et les autres procédés simples de reproduction du son, de la parole, de la musique, de la couleur, de l'image. Ces techniques assurent à ces procédés une importante dimension : celle du temps.

Ces moyens qu'on nomme audio-visuels pénètrent très rapidement dans nos classes et dans notre enseignement pour assurer efficacité, enrichissement, diversité, force, intérêt, renouvellement, flexibilité...

On se demande même si, demain, la machine à enseigner ne viendra pas tout simplement remplacer le maître. Vous mettez une pièce de 10 cents dans une machine qui vous débite un film sonore, en couleurs, sur telle partie de votre leçon de géométrie, selon le programme personnel que vous devez suivre ! Vous insérez

un jeton, et vous recevez, durant une demi-heure, un cours magistral, illustré, en couleurs, vivant, filmé, sur telle caractéristique du roman du 19^e siècle...

Dans une société très évoluée, on peut en venir là... mais ce n'est pas pour demain. La présence du maître sera encore longtemps requise pour assurer à l'enseignement cette dimension, cette chaleur humaine indispensable.

Tirons, cependant, tout le parti que nous pouvons de ces moyens nouveaux mis à notre portée sans y ajouter une foi aveugle : l'intérêt ne remplace pas l'effort, le mouvement ne dispense pas de l'assimilation...

Le grand inconvénient de tels procédés, c'est précisément de donner l'illusion de tout savoir, de tout comprendre parce que nous avons un accès facile à ces données ; la sorte de soumission que ces machines exigent de nous, nous évite de fournir cette somme d'attention que toute science suppose. Le temps ne respecte pas ce que l'on fait sans lui, les concentrés en bobines lumineuses et sonores sur l'algèbre nous permettront de mieux comprendre à condition d'y mettre la somme requise d'énergie et de temps.

Mini-propos sur le Rapport Parent

43

COGESTION

« Les professeurs et même les étudiants voudraient participer à la direction et à l'administration des universités ».

(Vol. 1, no 102, p. 69).

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons dans un monde de verre et de démocratie. Verre et démocratie : curieux rapprochement, direz-vous, sans doute.

Verre : tout se sait. Tout se publie : les bilans des grandes universités, les bilans des maisons d'enseignement, les bilans des sociétés de bienfaisance comme les bilans de nos grandes banques ou de celles qui se disent à nous, sans l'être, pour nous faire plaisir ou pour nous inviter à être à elles...

Que les bilans des grandes sociétés financières soient publiables, tout va : cela constitue une bonne annonce, surtout quand les affaires vont bien. C'est un genre de réclame comme un autre !

Mais vendre de l'université, vendre du collègue, vendre de la charité . . . par le bilan de ces maisons, c'est peu rentable, mais c'est démocratique ; comme on dit,

c'est de bonne politique. Cela permet à ces organismes de justifier les sommes fabuleuses, parfois, qu'elles administrent pour le bénéfice commun.

Le verre et la démocratie se conjuguent donc pour que nous nous mêlions de l'enseignement, pour que nous nous intéressions à posséder quelques représentants, professeurs et étudiants, dans les grands conseils, où se mijotent les grandes orientations, les grandes décisions, ou s'élaborent les programmes, les nouveaux cours...

Il y a en cela d'indéniables avantages, ne serait-ce que dans cet espoir de faire partager à ces délégués les responsabilités d'un groupe d'administrateurs, de faire voir comment s'élaborent des approches de solutions, de saisir les nombreuses implications que telle ou telle mesure suppose...

La cogestion permettra aux professeurs et aux étudiants d'exposer des points de vue intéressants, de faire valoir certaines opinions, toujours cependant selon les normes de la démocratie. Car si on veut jouer à la démocratie pour vrai, il faut en accepter les règles pour vrai, aussi.

La cogestion : école de responsabilité.

Mini-propos sur le Rapport Parent

44

DICTATURE DÉMOCRATIQUE

"La nécessité de démocratiser les structures s'étend aussi aux autres corps que ceux de l'État".

(Vol. 1, no 10, p. 69).

[Retour à la table des matières](#)

"Que la majorité des citoyens s'intéresse à la chose publique et puisse y participer activement", souligne le Rapport Parent.

Il s'agit d'une démocratie de participation, comme le désire, de son côté, le Conseil supérieur de l'éducation. Que chacun s'intéresse à l'éducation, étudie les problèmes, se renseigne, se forme une opinion selon ses convictions et sa culture, qu'il travaille avec ses concitoyens à faire progresser le système d'enseignement et l'éducation, selon ses forces.

Sans une participation active des individus, devant leur démission, on passerait insensiblement de la démocratie à la dictature ou à l'anarchie si l'action de l'État manquait : un seul se penche sur nos problèmes, un seul cherche des solutions, un seul en trouve, un seul les applique : les mêmes pour tous.

Sans doute, les choses vont plus vite ainsi, mais la personne humaine peut facilement en être lésée.

Il y a donc toute une formation de l'opinion publique à entreprendre pour que l'éducation soit effectivement le souci de tous. Si cette formation commençait à l'école, par le jeu des associations étudiantes bien dirigées, et le jeu de la cogestion prudemment installée, nous aurions, sans doute, le plaisir de voir une évolution très sensible dans la participation du public, d'ici dix ou vingt ans.

Quand on dit « jeu des associations et jeu de la cogestion », c'est plus d'un procédé dont on parle que d'un amusement, on l'aura sans doute saisi. Tout de même, toutes les interventions des directions et des enseignants auprès des étudiants devraient être éducatives. Et cet effort pour tourner les esprits vers les problèmes d'éducation quand les jeunes y sont tout entiers plongés, aurait des répercussions considérables sur leur évolution et sur l'avenir même de l'éducation chez nous.

Dès lors, la dictature sous forme de démocratie ne serait pas pour demain !

C'est rassurant.

Mini-propos sur le Rapport Parent

45

FRATERNITÉ ET COMPRÉHENSION

« Quant aux rapports entre les Églises chrétiennes, le mouvement oecuménique y a fait passer un souffle de fraternité et de compréhension ».

(Vol. 1, no 103, p. 69).

[Retour à la table des matières](#)

Il y a bien eu un souffle de fraternité et de compréhension... Un souffle !

Dès lors, peut-on songer à fusionner l'enseignement chrétien, dans des institutions où catholiques et protestants de toute dénomination pourraient s'instruire, être éduqués ?

Il semble que non, si on s'en remet au document conciliaire sur l'éducation.

L'Église catholique y montre encore attachement à ses écoles. "La présence de l'Église dans le domaine scolaire se manifeste à un titre particulier par l'école catholique". (Par. 8). Et plus loin : "Aux parents catholiques, le Concile rappelle leur devoir de confier leurs enfants, où et lorsqu'ils le peuvent, à des écoles catholiques". (par. 8).

Cependant, "l'Église tient aussi pour très précieuses les écoles qui, surtout sur les territoires des jeunes Églises, accueillent également les élèves non catholiques". (par. 9).

Mais dans le Québec francophone, la question se pose assez peu, car les protestants sont plutôt de langue anglaise. Le cas se posera pour les catholiques de langue anglaise : nous n'étudierons pas leur problème ici, de peur de ne pas en faire une approche valable. Laissons-leur ce souci.

De toute façon, qu'il y ait un esprit de fraternité et de meilleure compréhension entre protestants et catholiques, c'est indéniable, mais pas au point d'en arriver tout de suite à une intégration au niveau des écoles primaires et secondaires...

Quant au niveau universitaire, c'est encore une autre question que nous laissons aux personnes concernées.

D'ailleurs, le Rapport Parent lui-même ne manifeste qu'un simple espoir : "que s'établisse une franche collaboration entre les deux secteurs".

Mini-propos sur le Rapport Parent

46

FEMME D'AVENIR

" L'éducation de la jeune fille devra dorénavant être envisagée en fonction des besoins de la société de l'avenir".

(Vol. 1. no 105. p. 71).

[Retour à la table des matières](#)

Chez nous, durant de nombreuses années, les jeunes filles arrêtaient de fréquenter l'école vers 14 ou 15 ans Pour demeurer à la maison, aider leur mère.

Cependant, depuis plusieurs années déjà, on note une montée en flèche des effectifs scolaires féminins de 15 ans, 16 ans, 17 ans et plus. Mais l'effort n'est pas encore ce qu'il devrait être pour que les jeunes filles, dans leur ensemble, bénéficient d'une formation moderne.

De nombreuses carrières s'offrent à elles qui exigent une solide formation. Jadis, la plupart des filles qui poursuivaient leurs études fréquentaient les écoles normales. Mais on en trouve actuellement dans presque toutes les facultés universitaires ! C'est déjà là un progrès considérable.

Il y a deux solutions : les jeunes filles doivent nourrir une ambition, les parents doivent admettre que leurs filles envisagent des carrières aux mêmes titres que les garçons.

Cette ambition se cultive par l'orientation scolaire qui est, à ce propos, devant une priorité : renseigner les jeunes filles, dès la 7^e année, sur les carrières qui s'ouvrent à elles. Une ambition caressée dans la jeunesse a beaucoup de chances de germer et de se révéler un soutien vers un idéal longtemps contemplé.

De plus, les parents devront admettre, enfin, que le monde moderne compte lui aussi sur les femmes compétentes, bien préparées à jouer un rôle actif dans leurs professions, tout en devenant mères de familles.

En un temps où on parle tant des droits de la femme, où l'homme est tout à fait sympathique, en général, à ce que ses droits lui soient reconnus comme personne humaine à part entière, il serait inconcevable que la femme se maintienne elle-même en état d'infériorité, par apathie ou manque d'ambition

Place aux femmes !

Mini-propos sur le Rapport Parent

47

LUCIDITÉ ET SENS PRATIQUE

" La province de Québec "doit chercher avec lucidité et sens pratique à doter son système scolaire de structures adaptées à ses besoins".

(Vol. 1, no 114, p. 75).

[Retour à la table des matières](#)

On le soutient : "Il faut être plusieurs pour être intelligents"... Cette lucidité tant souhaitée par le Rapport dans l'approche des études nécessaires pour en arriver, chez nous, à un système qui nous satisfasse pleinement, exige réflexion, retour en arrière, projection vers l'avenir. En procédant selon ces trois temps, je crois que nous ferons montre, en même temps, de sens pratique, de gros bon sens ; comme on dit, "ce qui est la chose la mieux partagée au monde..."

Réflexion : le Rapport Parent synthétise une somme imposante de réflexions. Les idées de centaines d'organismes ont été examinées, tamisées, analysées, amalgamées ou rejetées... Les idées retenues ont été agencées avec celles des

commissaires - qui n'étaient pas dispensés de penser, pour leur part ! - et nous nous trouvons devant un monument : le Rapport Parent.

Retour en arrière : il était impossible de structurer un système tout neuf sans parler des anciens systèmes. Nous trouvons que la part du feu a été généreuse : les réactions de la population, d'ici quelques années, nous permettront de mieux en juger. Attendons. Le public a le sentiment que pour édifier, point n'est besoin de tout détruire. A priori, les contracteurs lui donnent souvent raison. Le bon père de famille aussi, qui tire de son trésor des choses nouvelles et des choses anciennes...

Vue de l'avenir : c'est le côté séduisant - je ne dis pas séducteur - du Rapport Parent. Nous voulons marcher au pas du progrès. Nous l'acceptons volontiers. Mais nous ne savons pas toujours si, hors des sentiers battus, nous arriverons au but, surtout quand on nous propose des systèmes, comme la polyvalence, qui ont été expérimentés ailleurs et qui ont été abandonnés. Pourquoi faudrait-il renouveler cette expérience chez nous ?

Oui, lucidité et sens pratique. Les critiques que le Rapport Parent reçoit aideront sans doute ministres et technocrates à s'en faire une meilleure opinion, à condition, eux aussi, d'utiliser lucidité et sens pratique, comme nous nous efforçons de le faire...

Mini-propos sur le Rapport Parent

48

DÉCENTRALISATION

« La troisième condition d'une action efficace et démocratique, c'est une direction décentralisée ».

(Vol. 1, no 142, p. 88).

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes en face d'une recommandation excellente du Rapport Parent. Décentraliser en vue d'une action plus démocratique, plus insérée dans les milieux, plus près des gens et des problèmes locaux des populations.

La planification scolaire peut s'effectuer en deux temps : d'abord au sommet, puis localement.

La planification au sommet peut élaborer les structures générales de l'enseignement, les repenser selon les besoins généraux d'une Province, tout en ayant un œil sur le monde, l'orienter selon l'évolution possible des besoins généraux de la nation.

Mais le deuxième temps ne doit pas être sacrifié pour autant : intégration de cette nouvelle orientation selon les besoins locaux concrets.

On n'ira pas établir un cours agricole dans un milieu urbain, évidemment. Le penser hier était possible, et a été réalisé effectivement ! Aujourd'hui, procéder ainsi est impensable. Un milieu fortement agricole pourra donc donner une bonne formation aux étudiants qui se dirigent vers cette profession.

Les comités spéciaux mis sur pied par le Ministère joueront ici un rôle excellent, car ils sont formés de représentants du monde de l'éducation, de l'industrie des affaires, etc., afin que chacun amène des suggestions selon sa façon de voir les choses dans le secteur où il évolue.

Une décentralisation exigera un personnel suffisant pour détecter les problèmes grâce à de multiples contacts, pour assister aux nombreuses réunions que les, nouvelles structures exigeront, pour renseigner (à temps et adéquatement l'opinion publique sur les objectifs généraux et les développements que l'éducation connaît ici et là...

Si l'individu reçoit toute l'attention voulue, il voudra collaborer dans son milieu au renouveau de l'éducation.

Décentraliser pour une efficacité immédiate

Mini-propos sur le Rapport Parent

49

PLANIFICATION

« La planification est une fonction importante du Ministère de l'éducation ».

(Vol. 1, no 164, p. 98).

[Retour à la table des matières](#)

Planification, un mot à la mode et tout à fait dans l'esprit prospectif du temps.

Quel pays ne planifie pas ? Prenons l'exemple de la France avec ses merveilleux organismes nationaux de planification, où l'État siège à la table des délibérations avec les grands patrons et les économistes, dans un commun désir, sans obligation de la part des patrons de s'intégrer à ce vaste mouvement. Et là, on élabore les grandes politiques, qui durant 5 ans, 10 ans, régiront les destinées du monde matériel. Si on estime qu'il faudra produire tant de tonnes de plus d'acier, il faudra que les usines de charbon produisent tant de millions de tonnes de charbon de plus, le transport exigera tant de wagons en plus, les usines à wagons auront besoin d'un personnel plus nombreux... Toutes les répercussions y sont analysées.

Planification intelligente et bienveillante. Les patrons ont compris qu'il y allait de l'avenir de leurs usines et de leurs bilans.

Si la France a vendu ainsi aux grands patrons sa planification et imprimé au mouvement général des affaires une impulsion si forte, c'est précisément grâce à ce système.

Nous repensons l'éducation chez nous. La planification s'impose à partir des objectifs généraux jusqu'aux professions à encourager.

À ce propos, le Rapport Parent nous présente des études fort intéressantes et lucides. Nous pouvons estimer le nombre de maîtres requis à tel niveau, en telle année, car nous pouvons prévoir la population écolière de ce moment-là, De même, le mouvement des études universitaires, chez les garçons et chez les filles, nous livre ses indices et, partant de là, prévoir qu'il faudra davantage d'universités et plus de professeurs...

Seul un organisme d'État peut assurer une telle planification, mais il réussira pleinement s'il vend d'abord son idée grâce à une vaste participation de la population et surtout celle des maîtres qui sentent mieux que quiconque battre le pouls de la jeunesse.

Planification, quand tu nous tiens !

Mini-propos sur le Rapport Parent

50

INUTILE OU NÉCESSAIRE ?

"Loin d'être rendu inutile par l'existence d'un ministère, le Conseil supérieur de l'éducation sera plus nécessaire que jamais".

(Vol. 1, no 173, p. 105).

[Retour à la table des matières](#)

Le Conseil supérieur de l'éducation sera-t-il vraiment utile ? Dès la parution du Rapport Parent, la question s'est posée.

Durant un an, le Conseil n'a pas parlé. A-t-il étudié sagement ? S'est-il réuni souvent ?

Certains lui ont reproché d'être lent à apprendre à parler. Certains ont mis en doute son efficacité, son rôle, sa liberté de parole, son utilité même ...

Avaient-ils tort, ces juges, de parler eux-mêmes si vite ?

Mais le Conseil commence à agir, à consulter. Il veut jouer le rôle de commission permanente d'enquête sur l'éducation.

Je crois qu'il faut approuver son attitude devant le Rapport Parent : expectative. Il a eu le temps de recevoir et de dépouiller l'immense production que le Rapport a suscité et les positions qui se sont de plus en plus nuancées ; il devait aussi prudemment attendre les volumes 4 et 5 avant de juger d'un ensemble. On ne juge pas une maison sur la façade On risque de se tromper lourdement !

Le sondage sur la confessionnalité montre que le Conseil supérieur s'attache tout d'abord au problème essentiel, à celui qui touche le plus directement l'immense majorité des citoyens du Québec.

La solution entre deux eaux que le Rapport Parent préconise demande une réévaluation. Ce problème aurait sans doute mérité un vaste référendum. Mais le Conseil supérieur pourra sans doute fournir une appréciation valable s'il lui est permis de consulter de nombreux corps intermédiaires vraiment représentatifs. Un mémoire demandé dans une si brève échéance aura-t-il permis aux organismes de faire un sondage valable des opinions des membres ?

Mais le Conseil ci tout l'avenir devant lui. Et le principe de participation à tout prix qu'il énonce comme primordial autorise des espoirs optimistes. Nous nous en réjouissons.

Fructueuse carrière au Conseil supérieur de l'éducation!

Mini-propos sur le Rapport Parent

ÉPILOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de ces mini-propos, je me rends compte que j'ai exploité largement le premier volume du Rapport Parent, celui qui est peut-être le moins lu, le moins commenté, mais, sans doute, le plus important.

Mais si je tiens de nouveaux mini-propos sur le fameux Rapport, je trouverai peut-être que le second volume est excessivement important... et ainsi de suite !

L'orientation générale de notre enseignement s'établit dans ce premier volume. Les structures s'érigent lentement, mais on sent déjà qu'il y a un plan pré-conçu, qu'un architecte est passé par là.

Après cette lecture commentée des passages frappants du Rapport, je crois que la note dominante est la suivante : "Nous voulons vendre l'idée qu'un renouveau s'impose, qu'il est impensable de confier ce renouveau au hasard, qu'il faut dès lors que le responsable du bien commun, l'État, intervienne, mais en s'appuyant solidement sur la participation populaire aussi vaste que possible".

Comme nous voulons tous marcher au rythme du Progrès et de notre, civilisation, notre, première, adhésion est facilement obtenue.

Mais quand les modalités surgissent, nous jugeons bon de préciser notre point de vue.

Il faut sans doute admirer cet édifice somptueux qu'est le Rapport Parent, mais l'admirer intelligemment : en suggérant ce qui pourrait améliorer sa solidité, et même, son aspect, et assurer aux nôtres une éducation sur mesure, mais sur notre mesure.

Si l'éducation est pour l'enfant, le Rapport Parent est lui aussi pour l'enfant.

Comme en un temple mystérieux, il porte notre avenir !

Fin du texte